

Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

et la
Déclaration de Leipzig



adoptés par la
Conférence technique
internationale sur les
ressources phytogénétiques
Leipzig, Allemagne
17-23 juin 1996



**Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture**



Sigles

CDD – Commission du développement durable

FAO – Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FIDA – Fonds international de développement agricole

GCRAI – Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale

IPGRI – Institut international des ressources phytogénétiques

ONG – Organisations non gouvernementales

PAM – Programme alimentaire mondial

PNUD – Programme des Nations Unies pour le développement

PNUE – Programme des Nations Unies pour l'environnement

RPGAA – Ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

SIAM – Système d'information et d'alerte rapide sur les ressources phytogénétiques dans le monde

SINGER – Réseau d'information du système GCRAI sur les ressources génétiques

SNRA – Services nationaux de recherche agronomique

UICN – Alliance mondiale pour la nature

UNESCO – Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNHCR – Haut Commissariat Nations Unies pour les réfugiés



Avant-propos



Ce premier Plan d'action pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture a été officiellement adopté par les représentants de 150 pays au cours de la quatrième Conférence technique

internationale sur les ressources phytogénétiques qui s'est tenue à Leipzig (Allemagne) du 17 au 23 juin 1996. La Conférence a aussi adopté la Déclaration de Leipzig qui met en lumière l'importance des ressources phytogénétiques pour la sécurité alimentaire mondiale et dans laquelle les pays s'engagent à mettre en oeuvre le Plan.

Le Plan mondial a été établi avec la participation active de 155 pays ainsi que des secteurs public et privé. Il décrit les activités prioritaires identifiées aux niveaux local, national, régional et international. Il fournit en outre un cadre intégré pour une coopération systématique, rationnelle, équilibrée et équitable. Les pays doivent maintenant l'appliquer. Beaucoup d'activités seront menées avec les ressources nationales, mais certains pays auront besoin d'un soutien supplémentaire: la Conférence a confirmé que des fonds devraient être dégagés pour financer l'exécution du Plan par les pays en développement et les pays en transition. Le Plan reconnaît aussi la nécessité de concrétiser les Droits des agriculteurs.

Les ressources phytogénétiques – l'une des ressources les plus fondamentales et les plus indispensables de notre planète – sont gravement menacées. Leur perte touchera chacun de nous et mettra en danger les générations futures. Le manque de moyens pour conserver et utiliser au mieux ces ressources compromet le succès des efforts orientés sur la sécurité alimentaire et le développement durable. Le Plan d'action mondial fournit, pour la première fois, le cadre et les encouragements nécessaires pour assurer aux activités de conservation et d'utilisation des bases solides. Il contribuera de façon importante à la mise en oeuvre de la Convention sur la diversité biologique dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. Il s'agit d'une occasion unique que nous n'avons pas le droit de laisser perdre.



La FAO s'est engagée à mettre en oeuvre le Plan d'action mondial, sous la gouverne de la Commission intergouvernementale des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, dans le cadre du Système mondial FAO pour la conservation et l'utilisation des ressources phytogénétiques.

La Conférence de Leipzig a souligné qu'il importait de mobiliser la participation la plus vaste possible à la mise en oeuvre du Plan. Comme elle m'y a invité, je fais part de ses résultats et conclusions aux principaux organes et forums internationaux, régionaux et nationaux s'occupant d'alimentation, d'agriculture et de biodiversité, en demandant à leurs membres de s'interroger sur la façon dont ils pourraient le plus utilement contribuer à cet effort.

Je demande à tous – gouvernements et institutions nationales, organisations techniques et financières internationales, organisations non gouvernementales, secteur public et secteur privé et surtout agriculteurs et communautés agricoles – d'unir leurs efforts dans cette entreprise cruciale.

Jacques Diouf
 Directeur général



Table des matières

	Page
Déclaration de Leipzig sur la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture	7
Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture	11
Introduction	11
Justification d'un Plan d'action mondial spécifiquement axé sur l'alimentation et l'agriculture	12
Objectifs et stratégies du plan d'action mondial	13
Structure et organisation du plan d'action mondial	15
Activités prioritaires	
Conservation et mise en valeur <i>in situ</i>	17
1. Recenser et inventorier les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture	17
2. Soutenir la gestion et l'amélioration à la ferme des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture	18
3. Aider les agriculteurs victimes de catastrophes à restaurer les systèmes agricoles	22
4. Promouvoir la conservation <i>in situ</i> des espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées et des plantes sauvages pour la production alimentaire	24
Conservation <i>ex situ</i>	29
5. Entretenir les collections <i>ex situ</i> existantes	29
6. Régénérer les entrées <i>ex situ</i> menacées	32
7. Soutenir la collecte planifiée et ciblée de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture	34
8. Renforcer les activités de conservation <i>ex situ</i>	36
Utilisation des ressources phytogénétiques	39
9. Renforcer la caractérisation, l'évaluation et le nombre de collection de référence pour faciliter l'utilisation des ressources phytogénétiques	39
10. Multiplier les activités d'amélioration génétique et d'élargissement de la base génétique	42
11. Promouvoir une agriculture durable grâce à la diversification de la production et à une plus grande diversité dans les plantes cultivées	43
12. Promouvoir la mise en valeur et la commercialisation des plantes cultivées et des espèces sous-exploitées	45
13. Soutenir la production et la distribution de semences	47
14. Rechercher de nouveaux marchés pour les variétés locales et les produits "à forte diversité"	48
Renforcement des institutions et des capacités	51
15. Mettre en place des programmes nationaux efficaces	51
16. Promouvoir la création de réseaux sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture	54
17. Mettre en place des systèmes d'information intégrés sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture	56
18. Mettre en place des systèmes de surveillance et d'alerte rapide concernant les pertes de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture	59
19. Étendre et améliorer l'enseignement et la formation	60
20. Sensibiliser le public à l'utilité de la conservation et de l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture	62

Mise en oeuvre et financement du Plan d'action mondial	65
---	-----------



(Les pages blanches sont déjà incluses lorsque cela est nécessaire,
a fin que la pagination corresponde à la version imprimée).



Déclaration de Leipzig sur la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

1. Conscients de l'importance capitale des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, en particulier pour la sécurité alimentaire des générations présentes et futures, Nous, représentants de cent cinquante Etats et de cinquante-quatre organisations, réunis à Leipzig à l'invitation de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, pour la quatrième Conférence technique internationale, proclamons et renouvelons notre engagement en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de ces ressources et du partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, en reconnaissant qu'il est souhaitable d'assurer le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles intéressant la conservation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et leur utilisation durable. Nous sommes convaincus que ces efforts peuvent contribuer de manière essentielle à la mise en oeuvre et à la réalisation des objectifs de la Convention sur la diversité biologique et du Programme Action 21.
2. Reconnaisant les droits souverains des Etats sur leurs ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, nous confirmons aussi nos responsabilités individuelles et collectives à l'égard de ces ressources.
3. Ces ressources sont à la base de l'évolution naturelle et dirigée des espèces végétales les plus importantes pour la survie et le bien-être de l'humanité. Tous les pays ont besoin de ressources phytogénétiques pour accroître durablement leurs disponibilités alimentaires et leur production agricole et faire face aux défis des modifications de l'environnement, y compris le changement climatique. Nous sommes conscients de la valeur intrinsèque de la diversité biologique et de son importance écologique, sociale, économique, scientifique, didactique, culturelle et esthétique.
4. Les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture sont le résultat de l'évolution naturelle et de l'intervention humaine. Nous prenons acte du rôle joué par des générations d'agriculteurs et de sélectionneurs, hommes et femmes, et par les communautés autochtones et locales, dans la conservation et l'amélioration des ressources phytogénétiques. Grâce à leurs efforts, beaucoup a été et est encore fait pour collecter, conserver, améliorer et utiliser durablement les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.
5. Nous sommes toutefois conscients des graves menaces qui pèsent sur la sécurité des ressources phytogénétiques et nous reconnaissons que les efforts faits pour conserver, développer et utiliser durablement la diversité génétique devraient être améliorés. Cette diversité disparaît dans les champs et les autres écosystèmes de pratiquement tous les pays et même dans les banques de gènes. Le nombre de banques de gènes a augmenté rapidement ces dernières décennies, mais beaucoup d'entre elles ne satisfont pas aux normes internationales minimales. Un nombre alarmant d'entrées stockées ont besoin d'être



régénérées, ce qui indique qu'une grande partie du matériel collecté et conservé dans le passé est aujourd'hui en péril.

6. Les dispositifs nationaux et internationaux en mesure de conserver, de caractériser, d'évaluer et d'utiliser durablement les ressources phytogénétiques pour accroître la sécurité alimentaire mondiale et contribuer au développement durable présentent des insuffisances et des défaillances majeures. Le lien crucial qui existe entre conservation et utilisation devrait être amélioré. La diversité actuelle des espèces cultivées n'est pas utilisée au mieux pour accroître la production alimentaire ou pour améliorer la durabilité des systèmes de production. Les capacités, structures et programmes institutionnels devraient être revus pour éliminer ces défaillances. Il est nécessaire de renforcer les capacités nationales, particulièrement dans les pays en développement.

7. Nous reconnaissons l'interdépendance des pays et des peuples en ce qui concerne les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. L'accès aux ressources génétiques et aux technologies, et leur partage, sont indispensables à la sécurité alimentaire mondiale et à la satisfaction des besoins d'une population mondiale croissante et doivent être facilités. L'accès aux technologies et leur transfert aux pays en développement doivent être assurés et/ou facilités dans des conditions justes et particulièrement favorables, voire à des conditions préférentielles, mutuellement convenues par toutes les parties à la transaction. Dans le cas des technologies soumises à brevets et autres droits de propriété intellectuelle, l'accès à ces technologies et leur transfert devraient être prévus dans des conditions telles que la protection appropriée et effective des droits de propriété intellectuelle soit reconnue et respectée. Nous affirmons qu'il est nécessaire de promouvoir la coopération internationale et régionale entre les pays, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et le secteur privé.

8. Nous reconnaissons plus particulièrement l'urgente nécessité de soutenir les collections *ex situ* et les habitats *in situ* de ressources phytogénétiques qui existent déjà. Il importe de faire en sorte que cette diversité présente plus d'utilité et de valeur pour les sélectionneurs, les agriculteurs et les communautés autochtones et locales, en fournissant une meilleure documentation et plus accessible. Nous reconnaissons qu'il est nécessaire d'apporter un soutien et des incitations durables et substantiels aux programmes nationaux et internationaux d'amélioration végétale, notamment aux initiatives visant à adapter et à améliorer le matériel génétique qui sera développé ultérieurement par les sélectionneurs. Nous appelons à un partenariat nouveau et plus productif entre les scientifiques et les agriculteurs, s'appuyant sur les efforts que font déjà les agriculteurs pour gérer et améliorer leurs ressources phytogénétiques, spécialement dans les zones marginales.

9. Notre premier objectif doit être de renforcer la sécurité alimentaire mondiale en conservant et en utilisant durablement les ressources phytogénétiques. Cela nécessitera des approches intégrées, associant ce que les connaissances traditionnelles et les technologies modernes offrent de mieux. Des dispositifs sont nécessaires pour identifier, accroître et partager de manière équitable les avantages tirés de la conservation et de l'utilisation durable des ressources phytogénétiques.

10. A la quatrième Conférence technique internationale sur les ressources phytogénétiques, pour faciliter la réalisation de nos objectifs, nous avons adopté un Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Ce Plan constitue un cadre cohérent pour les activités de conservation *in situ* et *ex situ*, pour l'utilisation durable des ressources phytogénétiques et pour le renforcement des institutions et des capacités. Il contribuera à



créer des synergies entre les activités en cours et à une utilisation plus efficace des ressources disponibles. Nous sommes convaincus de l'importance capitale d'un engagement national à long terme en faveur de plans et de programmes nationaux intégrés et de l'absolue nécessité d'une coopération nationale, régionale et internationale.

11. Ce Plan d'action mondial est un élément important du Système mondial FAO pour la conservation et l'utilisation des ressources phytogénétiques. Le Système mondial comprend actuellement, entre autres éléments, un Engagement international sur les ressources phytogénétiques en cours de révision. Nous estimons important d'achever la révision de l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques et d'ajuster le Système mondial en fonction de la Convention sur la diversité biologique.

12. Nous promettons d'honorer nos engagements en prenant les mesures nécessaires à la mise en oeuvre du Plan d'action mondial, selon nos capacités nationales.

13. Nous nous sommes réunis à Leipzig, conscients de nos responsabilités et des difficultés qui nous attendent, mais confiants que des progrès peuvent et devraient être réalisés. Nous insistons sur la nécessité d'intégrer la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans les politiques agricoles, en tant qu'élément essentiel de la sécurité alimentaire et nous recommandons de prêter attention au Plan d'action mondial lors du Sommet mondial de l'alimentation, qui se tiendra en novembre 1996. Nous invitons tout un chacun à adhérer à notre cause commune.

Adoptée ce jour, le vingt-trois juin 1996.



(Les pages blanches sont déjà incluses lorsque cela est nécessaire,
a fin que la pagination corresponde à la version imprimée).



Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

Introduction

1. Les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture constituent la base biologique de la sécurité alimentaire mondiale et fournissent des moyens de subsistance à tous les habitants de la planète. Ces ressources sont la matière première la plus importante pour le sélectionneur et l'intrant le plus essentiel à l'agriculteur. Elles sont donc indispensables. Correctement gérées, ces ressources n'ont aucune raison de s'épuiser car il n'existe aucune incompatibilité inhérente entre conservation et utilisation. La conservation, l'utilisation durable et le partage juste et équitable des avantages tirés de l'utilisation des ressources phytogénétiques sont à la fois une préoccupation et un impératif sur le plan international. Ce sont, de plus, les objectifs fondamentaux de la Convention sur la diversité biologique. En réaffirmant les droits souverains des Etats sur leurs ressources biologiques, nous soulignons la pertinence d'un Plan d'action mondial convenu sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, en tant que manifestation des préoccupations et des responsabilités de la communauté internationale dans ce domaine.
2. En 1983, la Conférence de la FAO a créé la Commission intergouvernementale des ressources phytogénétiques (devenue depuis la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture) et a adopté un Engagement international non contraignant sur les ressources phytogénétiques, que la Commission est en train de réviser pour l'harmoniser avec la Convention sur la diversité biologique. A l'heure actuelle, le Système mondial de conservation et d'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture comprend la Commission, d'autres accords internationaux, dont l'Engagement international susmentionné, des mécanismes techniques et des instruments mondiaux, dont l'élaboration est plus ou moins avancée.
3. Le Plan d'action mondial fait partie du Système mondial FAO pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et aidera considérablement la Commission à s'acquitter de son mandat, bien que d'autres éléments importants soient aussi nécessaires à cette fin. Action 21 et la Commission ont demandé l'élaboration d'un Plan d'action mondial sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, ayant un caractère continu, qui prévoit des programmes et activités visant à combler les lacunes, à surmonter les difficultés et à faire face aux situations d'urgence identifiées dans le Rapport/FAO sur l'état des ressources phytogénétiques dans le monde. La mise à jour périodique du Plan permettra à la Commission de recommander des mesures prioritaires et de promouvoir la rationalisation et la coordination des efforts.



4. Le Plan d'action mondial couvrira le sous-ensemble des ressources phytogénétiques qui concerne spécifiquement l'alimentation et l'agriculture. La Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, à sa seconde session, en 1995, s'est déclarée favorable à l'établissement d'un Plan "pour l'alimentation et l'agriculture" dans le cadre du processus préparatoire de la quatrième Conférence technique internationale sur les ressources phytogénétiques.
5. A sa sixième session, la Commission est convenue "que la contribution des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture à la sécurité alimentaire mondiale devrait être mise en lumière, dans le contexte de l'agriculture durable, et que la nature et les besoins particuliers de l'agriculture devraient être soulignés". A sa deuxième session extraordinaire, la Commission est convenue que la foresterie ne serait pas incluse dans le Plan d'action mondial qui serait examiné à la Conférence de Leipzig en vue de son adoption, étant entendu que cette question pourrait être reprise ultérieurement, à la lumière des travaux du Groupe intergouvernemental sur la foresterie créé par la Commission du développement durable sur cette question. A l'occasion de futures améliorations ou révisions, le Plan pourrait inclure d'autres sous-ensembles des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.
6. Un Plan d'action mondial apportera une contribution importante et croissante aux efforts visant à promouvoir la sécurité alimentaire mondiale.

Justification d'un Plan d'action mondial spécifiquement axé sur l'alimentation et l'agriculture

7. Un Plan d'action mondial raisonné sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture se justifie du fait de la grande importance de ces ressources pour la sécurité alimentaire mondiale et, dans le contexte plus vaste de la diversité biologique, en raison de plusieurs caractéristiques de cette forme particulière de biodiversité.
 - (a) Beaucoup de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture sont le résultat d'une intervention de l'homme. Elles ont été sélectionnées et améliorées consciemment par les agriculteurs depuis les origines de l'agriculture. Plus récemment, les sélectionneurs ont exploité cette riche diversité avec des effets remarquables. L'aménagement durable de ces ressources nécessite des stratégies particulières adaptées à leur nature unique. Contrairement à la plus grande partie de la biodiversité naturelle, ces ressources nécessitent une gestion humaine, active et continue.
 - (b) La diversité *in situ* de nombreuses ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, surtout des plantes alimentaires, est souvent concentrée dans des régions particulières du monde, différentes des zones riches d'autres formes de biodiversité. Ces "centres de diversité" restent, néanmoins, largement situés dans les pays en développement.
 - (c) Par suite de la diffusion de l'agriculture et de l'association des principales plantes avec les migrations humaines, beaucoup de gènes, de génotypes et de populations de plantes cultivées se sont répandus sur la planète depuis les temps anciens. Ils ont continué à être développés et améliorés sans interruption par les agriculteurs qui vivent sur les lieux historiques de première domestication ou très loin de là. De plus, les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture sont systématiquement collectées et échangées depuis 500 ans environ. Des millions d'entrées sont à présent stockées dans des centaines de banques de gènes dans le monde entier, aux fins de conservation et d'utilisation.



- (d) L'interdépendance des pays est particulièrement forte en ce qui concerne les ressources génétiques des plantes cultivées. Les systèmes de production alimentaire et agricole de tous les pays sont largement – même majoritairement – tributaires des ressources génétiques de plantes domestiquées ailleurs et développées ensuite dans d'autres pays et régions depuis des centaines ou des milliers d'années. Par conséquent, l'attribution de la propriété et les différentes manières de "partager les avantages" tirés de ces ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture sont fondamentalement différentes des méthodes qui pourraient s'appliquer à des espèces "sauvages" ou médicinales récemment découvertes.
- (e) Les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture sont sous-conservées et sous-utilisées.
- (f) Les activités de conservation *in situ*, de conservation *ex situ* et d'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture sont, pour une large part, exécutées en parallèle, sans liens ni coordination adéquats. Un Plan d'action mondial devrait viser à améliorer cet état de fait.
- (g) Bien qu'il existe de multiples sources de financement de la conservation et de l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, il y a encore des lacunes, des chevauchements, des manques d'efficacité et des doubles emplois dans les activités financées. En outre, les programmes nationaux sont à des stades de développement très divers et couvrent diversement les besoins en matière de conservation et d'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Un Plan d'action mondial convenu aiderait à centrer les ressources sur les priorités les plus pressantes identifiées à divers niveaux et à accroître l'efficacité globale des efforts à l'échelle mondiale.

Objectifs et stratégies du Plan d'action mondial

8. A sa sixième session, en 1995, la Commission a adopté un schéma et une approche générale du Rapport sur les ressources phytogénétiques dans le monde et du Plan d'action mondial. Elle a souligné que le Plan d'action mondial devrait être orienté vers l'action. Etant donné qu'il servirait à orienter la coopération internationale en matière de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans les années à venir, il devrait être fondé sur des buts et principes clairs, mais énoncés de façon succincte, et comporter, notamment, une stratégie et des informations sur chaque activité prioritaire proposée. La Commission est convenue que les buts énoncés mentionneraient, en s'en inspirant le cas échéant, les accords internationaux en vigueur.
9. Les grands objectifs du Plan d'action mondial sont:
- assurer la conservation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (RPGAA) comme base pour la sécurité alimentaire
 - promouvoir une utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture afin de favoriser le développement et de lutter contre la faim et la pauvreté dans les pays en développement
 - promouvoir un partage juste et équitable des avantages tirés de l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, en reconnaissant qu'il est souhaitable d'assurer le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles intéressant la conservation des RPGAA et leur utilisation durable
 - Confirmer les besoins et les droits individuels des agriculteurs et, le cas échéant si la législation nationale le prévoit, leurs droits collectifs d'avoir, sans discrimination, accès au matériel génétique, aux informations, aux technologies, aux ressources financières,



ainsi qu'aux système de recherche et de commercialisation qui sont nécessaires pour continuer à gérer et à améliorer les ressources génétiques.

– Elaborer et/ou renforcer des politiques et des mesures législatives, selon le cas, de nature à promouvoir un partage juste et équitable des avantages résultant de l'utilisation des RPGAA dans le cadre des échanges entre les communautés et au sein de la communauté internationale.

- aider les pays et institutions chargés de la conservation et de l'utilisation des RPGAA à identifier des priorités d'action
- renforcer, en particulier, les programmes nationaux, ainsi que les programmes régionaux et internationaux, y compris les programmes d'enseignement et de formation, pour la conservation et l'utilisation des RPGAA et accroître la capacité institutionnelle

10. Le Plan d'action mondial repose sur l'hypothèse que les pays sont fondamentalement interdépendants pour leurs ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et qu'une coopération internationale substantielle serait nécessaire pour atteindre les objectifs du Plan de manière efficace. Sur cette base, le Plan d'action mondial a été conçu dans le cadre d'une stratégie globale comprenant six aspects fondamentaux et interdépendants:

- (a) Une grande quantité de RPGAA, essentielles pour la sécurité alimentaire mondiale, est stockée *ex situ*. Les collections doivent être efficacement mises en valeur dans les années à venir. Assurer la sécurité du matériel génétique déjà collecté et veiller à sa régénération et à sa multiplication de sauvegarde, sont des éléments essentiels de la stratégie du Plan d'action mondial. Malheureusement, beaucoup de collections sont stockées dans des conditions inadéquates et l'on estime que 1 million d'entrées pourraient avoir besoin d'être régénérées.
- (b) Il est nécessaire de relier la conservation à l'utilisation et d'identifier et de surmonter les obstacles à une exploitation accrue des ressources phytogénétiques conservées, afin de tirer le meilleur parti des efforts de conservation.
- (c) Renforcer les capacités à tous les niveaux est une stratégie essentielle utilisée dans les diverses activités du Plan mondial. Le Plan vise à promouvoir l'utilisation et le développement pragmatiques et efficaces des instituts, des ressources humaines, de la coopération et des mécanismes financiers.
- (d) Appuyer les efforts de sélection des sélectionneurs publics et privés indispensables à la poursuite de l'amélioration des RPGAA.
- (e) La conservation et la mise en valeur *in situ* des RPGAA sont des activités menées dans deux contextes: à la ferme et dans la nature. Les agriculteurs et leurs communautés jouent un rôle critique. Il importe de parvenir à une meilleure compréhension, et de renforcer l'efficacité, de la gestion des RPGAA à la ferme. Une plus grande efficacité dans la conservation, la gestion, la mise en valeur et l'utilisation des RPGAA au niveau des agriculteurs/communautés est indispensable pour faciliter le partage des avantages découlant de l'utilisation de ces ressources. Renforcer la capacité des agriculteurs et de leurs communautés par des liens avec les organismes de vulgarisation, le secteur privé, les ONG et les coopératives d'agriculteurs aiderait à promouvoir la sécurité alimentaire, en particulier chez les très nombreux ruraux qui vivent dans des zones à faible potentiel agricole. Les plantes sauvages apparentées à des plantes cultivées ont également besoin d'être mieux protégées grâce à une amélioration des pratiques d'utilisation des terres.
- (f) Les stratégies de conservation et d'utilisation aux échelons communautaire, national, régional et international sont d'autant plus efficaces qu'elles sont complémentaires, et, le cas échéant, intégrées aux stades de la planification et de la mise en oeuvre pour produire un effet maximal. La conservation et l'utilisation des RPGAA nécessite une combinaison d'approches interdépendantes, incluant des efforts *in situ* et *ex situ*.



Structure et organisation du Plan d'action mondial

11. Le Plan d'action mondial comprend 20 domaines d'activité prioritaires qui, pour des raisons pratiques et de présentation, s'articulent en quatre grands groupes. Le premier groupe traite de la conservation et de la mise en valeur *in situ*; le second de la conservation *ex situ*; le troisième de l'utilisation des ressources phytogénétiques et le quatrième du renforcement des institutions et des capacités. Le Plan d'action mondial étant un ensemble d'activités intégrées qui s'entrecroisent, la répartition des activités en quatre groupes sert uniquement à faciliter la présentation et à guider le lecteur vers les domaines qui l'intéressent plus particulièrement. De nombreuses activités relèvent de plusieurs groupes à la fois.

12. A chaque domaine d'activité prioritaire correspond un ensemble de rubriques ou de sections qui facilitent la présentation des activités prioritaires proposées. Dans certains cas, les recommandations formulées dans une rubrique pourraient très bien figurer dans une autre. Aucune définition stricte des sections n'est nécessaire, mais quelques mots d'explication peuvent être utiles:

- (a) La section Evaluation résume la raison d'être de l'activité prioritaire. Elle se fonde sur les résultats du processus préparatoire et en particulier sur le Rapport sur l'état des ressources phytogénétiques dans le monde.
- (b) Les sections Objectifs à long terme et Objectifs intermédiaires précisent, respectivement, les objectifs ultimes et intermédiaires à atteindre dans le cadre de l'activité prioritaire. L'articulation explicite des objectifs peut aider la communauté internationale à juger du degré d'exécution de l'activité dans le temps.
- (c) La section Politique/stratégie suggère des politiques et des approches stratégiques, nationales et internationales, pour atteindre les objectifs de l'activité prioritaire. Parfois, on recommande de nouvelles politiques internationales; parfois aussi on propose des changements d'approche, de priorités ou de perspectives.
- (d) La section Capacité indique les capacités humaines et institutionnelles qui devraient être développées ou fournies.
- (e) La section Recherche et technologie, y compris la mise au point et le transfert de technologies, précise les domaines de la recherche ou des activités scientifiques, méthodologiques ou technologiques utiles à l'exécution de l'activité prioritaire.
- (f) La section Coordination et administration indique comment ces questions peuvent être abordées à mesure que l'activité prioritaire est planifiée et exécutée.
- (g) La section intitulée Cette activité est étroitement liée aux activités suivantes énumère d'autres activités du Plan d'action mondial qui sont étroitement associées à celle-ci. Le Plan a été conçu comme un tout intégré. Sa bonne exécution dépendra de la complémentarité de ses activités. Le succès de toute activité prioritaire peut donc dépendre de l'exécution d'une autre activité prioritaire. Ainsi, l'activité 5 "Maintien des collections *ex situ* existantes" dépend étroitement des mesures découlant de l'activité 17 "Création de systèmes d'information globaux pour les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture". En raison de cette interdépendance, toutes les actions nécessaires pour maintenir les collections *ex situ* existantes ne peuvent pas être énumérées sous la rubrique "Maintien des collections *ex situ* existantes". Lorsque les interdépendances sont particulièrement cruciales, elles sont énumérées dans cette section.

13. Parfois, des instituts ou des groupes sont spécifiquement mentionnés dans le corps d'une activité. Ils n'en sont pas pour autant exclus d'autres activités. Leur évocation sert à mettre en lumière un rôle particulièrement critique, ou qui risquerait, sans cela, d'être sous-estimé, ou les deux à la fois.



(Les pages blanches sont déjà incluses lorsque cela est nécessaire,
a fin que la pagination corresponde à la version imprimée).



Conservation et mise en valeur *in situ*

1. Recenser et inventorier les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
2. Soutenir la gestion et l'amélioration à la ferme des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
3. Aider les agriculteurs victimes de catastrophes à restaurer les systèmes agricoles
4. Promouvoir la conservation *in situ* des espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées et des plantes sauvages pour la production alimentaire

1. Recenser et inventorier les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

14. **Evaluation:** La conservation rationnelle (tant *in situ* que *ex situ*) commence en principe par l'étude et l'inventaire des ressources existantes. Pour élaborer des politiques et des stratégies relatives à la conservation et à l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, les programmes nationaux doivent savoir quelles sont les ressources de leur pays. Les pays qui ont ratifié la Convention sur la diversité biologique ont reconnu certains besoins et responsabilités dans ce domaine. Les rapports par pays montrent que peu d'activités systématiques ont été entreprises en ce sens pour de nombreuses plantes cultivées et leurs parents sauvages.

15. **Objectifs à long terme:** Identifier, localiser, recenser, et si possible évaluer, les risques qui pèsent sur les espèces, les écotypes, les cultivars et les populations de plantes utiles pour l'alimentation et l'agriculture, notamment celles qu'il est prévu d'utiliser.

16. Faciliter la mise au point de stratégies de conservation complémentaires (par exemple, en comparant l'opportunité respective de la collecte aux fins de la conservation *ex situ* et/ou de la poursuite des activités de conservation *in situ*) et de politiques nationales relatives à la conservation et à l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

17. **Objectifs intermédiaires:** Mettre au point des méthodologies utiles permettant d'étudier et d'inventorier les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

18. **Politique générale/stratégie:** L'étude et l'inventaire des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture devraient être considérés comme une étape du processus de conservation et de réduction de la perte de la diversité génétique. Sans capacités de conservation et/ou d'utilisation, cette activité n'a qu'une utilité marginale. C'est pourquoi le mieux est que l'étude et l'inventaire soient liés à des objectifs spécifiques et à un plan, par exemple pour la conservation *in situ*, ou la collecte, et pour la conservation *ex situ* et l'utilisation.

19. Les connaissances locales et autochtones devraient être reconnues comme des composantes importantes des activités d'étude et d'inventaire, et tous les efforts dans ce domaine devraient en tenir compte.



20. **Capacités:** Les pays devraient fournir un appui et peuvent avoir eux-mêmes besoin d'un appui financier et technique en vue d'étudier et d'inventorier les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.
21. Les pays devraient s'entraider pour accéder de façon appropriée aux systèmes d'information géographique existants et prévus et aux données qu'ils contiennent.
22. Il faudrait dispenser une formation et créer des capacités dans des domaines tels que la taxonomie, la biologie des populations, l'ethnobotanique et les enquêtes éco-régionales et agro-écologiques.
23. **Recherche/technologie:** Il faudrait soutenir la mise au point de méthodologies améliorées pour l'étude et l'évaluation de la diversité intra- et infraspécifique dans les systèmes agro-écologiques.
24. Les chercheurs devraient consulter les sources d'information existantes afin de déterminer dans quelle mesure les zones protégées contiennent déjà des espèces sauvages apparentées à des plantes domestiquées.
25. **Coordination/administration:** La coordination doit s'effectuer pour l'essentiel dans le pays même. Il faut assurer une coordination aux niveaux régional et mondial afin d'établir des liens avec les efforts de conservation *ex situ* et *in situ* existants.
26. Il faut nouer des liens solides avec les réseaux nationaux, régionaux et ceux spécialisés par plante, ainsi qu'avec les utilisateurs des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (sélectionneurs et agriculteurs), afin de donner des informations sur l'ensemble du processus de conservation, de l'orienter et d'en définir les priorités. Les pays devraient collaborer pour l'étude et l'inventaire des ressources phylogénétiques afin de renforcer leurs capacités respectives.
27. Il faudrait renforcer encore la coordination entre les organisations internationales concernées, et en particulier entre la FAO, le PNUE, l'Unesco, l'UICN et les centres internationaux de recherche agronomique.
28. **Cette activité est étroitement liée aux activités suivantes:**
- La promotion de la conservation *in situ* des espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées et des plantes sauvages pour la production alimentaire
 - Le soutien à la gestion et à l'amélioration à la ferme des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
 - Le soutien à la collecte planifiée et ciblée de ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
 - L'entretien des collections *ex situ* existantes
 - La mise en place de systèmes de surveillance et d'alerte rapide concernant les pertes de ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

2. Soutenir la gestion et l'amélioration à la ferme des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

29. **Evaluation:** La sélection végétale moderne a contribué de façon remarquable à l'accroissement des rendements et à l'amélioration de la résistance aux ravageurs et aux maladies et de la qualité des denrées alimentaires, en particulier dans les milieux favorables.



Le choix fait par les agriculteurs de cultiver de nouveaux cultivars correspond à diverses motivations liées, par exemple, aux conditions du marché, à la sécurité alimentaire familiale et à la durabilité de l'environnement. Malheureusement, ces choix entraînent souvent une érosion génétique importante à la ferme. Cependant, l'écrasante majorité des agriculteurs dans le monde, par choix ou par nécessité, mènent de fait des activités de conservation et de mise en valeur des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, dans la mesure où ils sélectionnent et conservent des semences pour la prochaine campagne de semis. Ces agriculteurs utilisent ordinairement peu d'intrants. Ils n'ont souvent pas accès à du matériel génétique nouveau et varié susceptible d'être intégré dans les plantes cultivées existantes afin d'améliorer la production. Par le passé, l'accès des agriculteurs des pays développés à une vaste gamme de matériel génétique a contribué à l'augmentation des rendements et à une meilleure adaptation des plantes cultivées grâce à la sélection. Il a aussi souvent entraîné l'apparition d'entreprises semencières locales.

30. En l'absence d'approches appropriées et novatrices, les perspectives d'accroître réellement, grâce aux seules améliorations génétiques, la productivité des exploitations à faible potentiel et utilisant peu d'intrants semblent aussi restreintes. Il importe pourtant d'augmenter la productivité pour parvenir à la sécurité alimentaire et atténuer la pression exercée sur des environnements fragiles. Ni le secteur privé ni les instituts publics de recherche agronomique ne sont capables actuellement de fournir des services complets à cette vaste population économiquement défavorisée. De nombreux gouvernements s'efforcent de concrétiser les droits des agriculteurs dans le cadre de leur législation nationale, comme il convient.

31. Des initiatives axées sur la gestion et l'amélioration participatives, à la ferme, des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture permettraient peut-être d'atteindre un grand nombre d'agriculteurs et de promouvoir davantage le développement agricole. Elles devraient nécessairement dépendre des agriculteurs eux-mêmes et de leurs décisions et s'appuyer sur les efforts qu'ils déploient pour améliorer leurs plantes cultivées par la sélection massale et d'autres méthodes de sélection végétale. En outre, elles devraient obligatoirement reconnaître le rôle central que les femmes rurales jouent dans la production agricole de la plupart des pays en développement. Toute tentative pour assurer aux agriculteurs un meilleur accès à des ressources génétiques et à une formation appropriées pourrait les aider à améliorer diverses caractéristiques de leur matériel végétal (comme la résistance aux maladies ou aux ravageurs) et à accroître la production vivrière. Plusieurs gouvernements, instituts de recherche et ONG sont actuellement engagés dans des projets de recherche et de promotion concernant la gestion et l'amélioration à la ferme des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. D'importants problèmes techniques et méthodologiques restent malgré tout à résoudre. Ces projets n'ont qu'une capacité limitée et ne touchent qu'un nombre d'agriculteurs relativement faible. Ainsi, il semble que la totalité du potentiel offert par l'amélioration à la ferme ne soit pas encore concrétisé.

32. **Objectifs à long terme:** Améliorer la compréhension et accroître l'efficacité des activités existantes en matière de conservation, de gestion, d'amélioration et d'utilisation à la ferme des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Arriver à un meilleur équilibre entre les activités de conservation *ex situ* et *in situ*. Mettre en pratique les droits des agriculteurs tels que définis dans la Résolution 5/89 de la FAO, aux niveaux international, régional et national. Promouvoir le partage équitable des avantages découlant des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, comme il est prévu dans la Convention sur la diversité biologique. Favoriser l'émergence future d'entreprises semencières publiques ou privées et de coopératives, liée au succès des activités de sélection et d'amélioration à la ferme. Encourager les systèmes traditionnels d'échange et de fourniture de semences.



33. **Objectifs intermédiaires:** Développer les connaissances concernant la dynamique, les méthodologies, les effets et le potentiel des activités de conservation et d'amélioration des plantes à la ferme. Etablir ou renforcer des programmes et des réseaux pour la gestion à la ferme des variétés locales, des espèces spontanées apparentées à des plantes cultivées vivrières, des plantes alimentaires récoltées, des parcours et des ressources génétiques forestières. Elargir le rôle des banques de gènes nationales, régionales et internationales au soutien des programmes d'amélioration à la ferme et à la fourniture de matériel végétal. S'inspirer des programmes à la ferme et de jardins qui s'appuient sur les connaissances, les institutions et les pratiques de gestion locales, en assurant la participation de la population locale à la planification, à la gestion et à l'évaluation. Sensibiliser davantage le grand public et les scientifiques aux divers rôles joués par les femmes en matière de production et de gestion des ressources dans les ménages ruraux.
34. **Politique générale/stratégie:** Les activités à la ferme permettent d'améliorer les pratiques existantes au sein de communautés données. Elles complètent, sans les remplacer, les systèmes plus formels de création de variétés et d'approvisionnement en semences. Les institutions devront faire preuve de souplesse pour travailler avec les collectivités agricoles. Il n'est pas possible, ni recommandé, de formuler un plan ou une recette unique. Il convient d'identifier des exemples de conservation et d'utilisation durable des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture qui corroborent les valeurs sociales, économiques et culturelles des communautés locales et autochtones et améliorent la qualité de vie de ces communautés.
35. Les gouvernements devraient étudier comment les politiques relatives à la production, aux incitations économiques et autres, ainsi que les services de vulgarisation et de recherche, pourraient faciliter et encourager la gestion et l'amélioration à la ferme des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.
36. Le cas échéant, les systèmes nationaux de recherche devraient envisager de renforcer les capacités locales, afin de permettre leur participation à toutes les étapes de la sélection, notamment la sélection et l'adaptation à la ferme.
37. Les gouvernements, les organismes donateurs, les centres internationaux de recherche agronomique, les ONG et d'autres organisations devraient intégrer les facteurs socio-culturels, notamment ceux liés aux rôles respectifs des hommes et des femmes, dans la conception et l'exécution des activités relatives à la recherche agricole et aux ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.
38. **Capacités:** Il faut accorder un soutien adéquat aux instituts au niveau communautaire et aux groupes d'utilisateurs qui apportent une assistance concrète aux travaux de conservation et d'amélioration à la ferme.
39. Compte tenu des besoins des agriculteurs et de leur nombre, les banques de gènes et les instituts nationaux/internationaux devraient envisager d'identifier les variétés locales de pays/variétés des agriculteurs qui se prêtent à la multiplication et/ou de mettre au point de nouvelles populations intégrant des caractéristiques spécifiques dans du matériel génétique adapté aux conditions locales, aux fins de l'amélioration à la ferme. Il faudrait encourager une intégration et une amélioration progressives, plutôt que le remplacement hâtif de la diversité existant à la ferme. En règle générale, les quantités de semences et de matériel végétal distribuées devraient encourager les agriculteurs à faire des recherches et à expérimenter, et ne pas être trop importantes afin de ne pas perturber les sources habituelles d'approvisionnement en semences ou la gestion des semences à la ferme.



40. Des programmes de formation pluridisciplinaires devraient être mis au point à l'intention des agents de vulgarisation, des ONG et d'autres agents cherchant à faciliter et à catalyser les activités à la ferme. Ces programmes devraient porter, notamment, sur les techniques de sélection permettant de compléter et d'améliorer celles déjà utilisées par les agriculteurs.
41. Les programmes de formation devraient s'attacher à aider les agriculteurs à mieux intégrer les nouvelles connaissances et technologies et à devenir de fait de meilleurs techniciens; ils devraient également permettre aux chercheurs de mieux aider les agriculteurs. La formation devrait être destinée à quatre groupes différents: les scientifiques, le personnel d'appui technique, les agents de vulgarisation (y compris les ONG) et les agriculteurs. Au niveau supérieur, le soutien devrait englober des activités pertinentes en biologie et en sciences sociales. La formation des agents de vulgarisation devrait viser à accroître leurs compétences en matière d'identification des plantes cultivées, de sélection et d'amélioration et de conservation des semences, afin qu'ils puissent servir d'intermédiaire entre le personnel national chargé de la recherche agronomique et les agriculteurs.
42. La formation des agriculteurs (et la formation assurée par eux) devrait insister sur la promotion de l'identification des caractéristiques des plantes, la sélection/l'amélioration des plantes, l'utilisation et la conservation des plantes cultivées locales. Il est important de développer les compétences des agriculteurs en matière de sélection des plantes au stade végétatif, et pas seulement après la récolte.
43. Les programmes de formation devraient être conçus en étroite collaboration avec les SNRA et avec les agriculteurs et leurs organisations, et se fonder sur leurs besoins spécifiques tels qu'ils les perçoivent eux-mêmes. Ces programmes ne devraient pas négliger le rôle central joué par les femmes, qui influencent et dirigent l'évolution des plantes cultivées. Les programmes devraient tenir compte du fait que les femmes et les hommes utilisent différemment les ressources biologiques, et notamment que les femmes s'intéressent aux multiples usages des plantes et à leurs caractéristiques pour la transformation.
44. **Recherche/technologie:** Des recherches scientifiques rigoureuses et pluridisciplinaires s'imposent dans quatre grands domaines:
- (a) recherche ethnobotanique et socio-économique permettant de comprendre et d'analyser les connaissances des agriculteurs, leurs pratiques de sélection/amélioration des plantes, d'utilisation et de gestion des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture en accord avec les agriculteurs concernés et dans le respect des règles applicables à la protection de leurs connaissances et de leurs technologies;
 - (b) biologie de la population et de la conservation, afin de comprendre la structure et la dynamique de la diversité génétique des variétés locales de pays/variétés des agriculteurs (notamment la différenciation des populations, les flux de gènes, le degré d'autofécondation et les pressions qui s'exercent sur la sélection);
 - (c) recherche sur l'amélioration des plantes cultivées, notamment la sélection massale et la sélection simple permettant d'accroître les rendements et leur fiabilité, sans perte significative de la diversité biologique locale;
 - (d) promotion de la recherche et d'études de vulgarisation sur des plantes cultivées peu connues, y compris sur la production, la commercialisation et la distribution de semences.
45. La recherche scientifique devrait si possible être associée à des activités à la ferme, de façon que le contexte et le but des travaux soient pleinement compris. La recherche devrait aider à surveiller, évaluer et améliorer les initiatives à la ferme. Elle devrait être participative et menée en collaboration, de façon à favoriser l'interaction et la coopération de la population rurale avec le personnel des instituts nationaux. Il devrait être fait appel, chaque fois que



nécessaire, à la participation d'autres instituts.

46. Il faudrait mettre au point des méthodes permettant de consigner les activités de gestion et de conservation *in situ* – à la ferme et dans les jardins – des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et d'établir des liens avec les banques de gènes et les instituts de recherche aux niveaux national et régional, et fournir une aide à cet effet.

47. **Coordination/administration:** Dans ce domaine, les efforts de coordination à l'échelle nationale et internationale devraient encourager les communautés locales à proposer des programmes. Les petits projets à la base devraient bénéficier en priorité des financements et des services de soutien. Il faudrait accorder la priorité aux agriculteurs proposant un projet technique visant à conserver la diversité préexistante, ainsi qu'à la collaboration entre les communautés et les instituts de recherche. Sous réserve de progrès satisfaisants, les programmes devraient être d'une durée suffisante (10 ans ou plus) pour obtenir des résultats.

48. Les efforts devraient être étroitement coordonnés avec ceux des SNRA, des centres internationaux de recherche agronomique, notamment l'IPGRI, des ONG et des organisations d'agriculteurs. Des programmes devraient être entrepris, si possible, en collaboration avec d'autres institutions, notamment le PNUD, le PNUE, le FIDA et la Banque mondiale.

49. **Cette activité est étroitement liée aux activités suivantes:**

- La mise en place de systèmes d'information intégrés sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- L'appui à la collecte planifiée et ciblée de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- La recherche de nouveaux marchés pour les produits "à forte diversité"
- Le renforcement de la caractérisation, de l'évaluation et du nombre des collections de référence pour en faciliter l'utilisation
- La multiplication des activités d'amélioration génétique et d'élargissement de la base génétique
- La promotion d'une agriculture durable grâce à la diversification de la production et à une plus grande diversité dans les plantes cultivées
- La promotion de la mise en valeur et de la commercialisation des plantes cultivées et des espèces sous-exploitées
- L'appui à la production et à la distribution de semences

3. Aider les agriculteurs victimes de catastrophes à restaurer les systèmes agricoles

50. **Evaluation:** Dans le monde moderne, et particulièrement dans les pays en développement, les catastrophes naturelles, les troubles civils et la guerre menacent les populations et les rendent vulnérables. Ces fléaux mettent durement à l'épreuve la résistance des systèmes agricoles. Souvent, des variétés cultivées adaptées sont perdues et impossibles à récupérer sur place. L'aide alimentaire, jointe à l'importation de semences souvent mal adaptées, risque d'abaisser les rendements et de les faire stagner pendant des années. Tout en s'attaquant à la crise immédiate, ces pratiques exacerbent la famine, sapent la sécurité alimentaire et accroissent durablement les coûts de l'aide extérieure. Il est souvent possible de retrouver des variétés locales de pays/varieties des agriculteurs autochtones perdues à la suite d'une catastrophe dans des collections *ex situ* en dehors du pays touché. Après multiplication adéquate, il est possible de renvoyer ces souches pour reconstituer un matériel génétique adapté aux conditions locales, élément essentiel de systèmes agricoles durables. Il est important d'associer à de telles entreprises des partenaires, qui peuvent être des organisations gouvernementales et non gouvernementales.



51. **Objectifs à long terme:** Défendre les moyens d'existence des agriculteurs et des populations rurales et des solutions d'agriculture durable grâce à la remise en état des systèmes agricoles au moyen de ressources phytogénétiques adaptées aux conditions locales et notamment, dans les cas de pertes de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dues à une catastrophe, par la reconstitution du matériel génétique qui existait auparavant.
52. **Objectifs intermédiaires:** Mettre en place un dispositif permettant de livrer, si nécessaire, des semences de variétés locales adaptées afin de contribuer à la remise en état des systèmes agricoles autochtones dans les zones touchées par des catastrophes naturelles, par la guerre et par des troubles civils.
53. Définir les responsabilités des institutions et établir des mécanismes permettant d'identifier, d'acquérir, de multiplier et de réintroduire le matériel génétique approprié.
54. **Politique générale/stratégie:** Les gouvernements, avec la coopération d'organisations et de communautés d'agriculteurs concernées, des institutions des Nations Unies et des organisations régionales, intergouvernementales et non gouvernementales pertinentes devraient mettre en oeuvre à tous les niveaux les politiques nécessaires à la pleine exécution des activités relatives à la sécurité semencière en cas de catastrophes.
55. Pour réduire au minimum les pertes de matériel génétique, les gouvernements devraient assurer la duplication des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture en dehors du pays, notamment dans les banques de gènes de pays voisins et/ou dans des banques de gènes régionales ou internationales, ou dans des réseaux spécialisés par plante. Lorsqu'il n'existe pas de collections *ex situ* de ce type hors du pays concerné, un appui devrait être fourni pour constituer dans les meilleurs délais au sein du pays, des collections d'urgence de variétés locales qui pourront être multipliées en vue d'une utilisation immédiate, ou conservées dans des collections *ex situ* nationales et internationales en vue d'une utilisation future.
56. **Capacités:** La FAO devrait conclure des accords avec des institutions appropriées, notamment avec les instituts nationaux et internationaux de recherche agricole, en vue de l'acquisition, de la multiplication, de la reconstitution et de la fourniture rapides de matériel génétique aux pays qui en ont besoin. Ces instituts devraient s'efforcer de disposer de capacités suffisantes pour cette tâche. La coopération avec des organisations non gouvernementales et privées peut jouer un rôle important dans les actions menées pour envoyer du matériel génétique adapté aux régions qui se rétablissent à la suite de catastrophes.
57. Des systèmes d'information adéquats doivent être établis pour identifier et trouver le matériel génétique approprié aux fins de réintroduction.
58. Les gouvernements devraient envisager de fournir des ressources financières suffisantes pour la mise en route des activités de multiplication des semences et d'autres activités connexes dans les situations d'urgence, après avoir contacté des organismes internationaux de financement afin de déterminer s'ils sont à même de prendre des mesures à l'avance pour couvrir les interventions touchant la reconstitution des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture après des catastrophes.
59. Les gouvernements devraient renforcer la capacité des agriculteurs à faire face aux crises, en favorisant la réémergence des réseaux locaux d'approvisionnement en semences.
60. **Recherche/technologie:** Il faudrait étudier les expériences passées et mettre au point des solutions permettant de mieux se préparer au sauvetage des collections *ex situ* et à la



collecte de semences d'urgence dans un contexte de catastrophes – guerres, troubles civils, accidents industriels et catastrophes naturelles. Une collaboration étroite entre les gouvernements des pays touchés, les gouvernements donateurs, les organisations non gouvernementales et privées, les centres de recherche agronomique nationaux, régionaux et internationaux, les réseaux régionaux de ressources phytogénétiques ainsi que les agences intergouvernementales intéressées, comme la FAO, le PAM, l'UNHCR et le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, serait utile à cet effet.

61. **Coordination/administration:** Ce programme devrait être coordonné, sur le plan administratif, par la FAO, en étroite collaboration avec le PAM, le UNHCR, le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, l'IPGRI et les centres internationaux de recherche agronomique, les réseaux régionaux de ressources phytogénétiques, les gouvernements des pays touchés, les pays donateurs et les ONG.

62. Une campagne d'information serait nécessaire pour que la communauté des donateurs et les ONG prennent conscience de la nécessité de disposer de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture adaptées pour les activités de secours et de remise en état, et de l'existence de ce programme. Les efforts devraient aussi viser à mieux faire prendre conscience de la nécessité de reproduire, pour des raisons de sécurité, le matériel génétique dans d'autres pays.

63. **Cette activité est étroitement liée aux activités suivantes:**

- L'entretien des collections *ex situ* existantes
- La mise en place de systèmes d'information intégrés sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- La sensibilisation du public à l'utilité de la conservation et de l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- La mise en place de systèmes de surveillance et d'alerte rapide concernant les pertes de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- Le soutien à la gestion et à l'amélioration à la ferme des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

4. Promouvoir la conservation *in situ* des espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées et des plantes sauvages pour la production alimentaire

64. **Evaluation:** Les écosystèmes naturels abritent des ressources phytogénétiques importantes pour l'alimentation et l'agriculture, notamment des espèces sauvages endémiques et menacées d'extinction apparentées à des plantes cultivées et des plantes sauvages importantes pour l'alimentation. Beaucoup ne sont pas durablement gérées. Cette diversité génétique – du fait des interactions qui sont à l'origine d'une nouvelle biodiversité – pourrait être un élément économiquement important des écosystèmes naturels et ne peut pas être conservée *ex situ*. Les populations uniques et particulièrement diverses de ces ressources génétiques doivent être protégées *in situ* lorsqu'elles sont menacées. Malgré cela, la plupart des 8 500 parcs nationaux et autres zones protégées ont été créés sans que l'on se soucie particulièrement de conserver les espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées et les plantes sauvages importantes pour la production alimentaire. Les plans de gestion des zones protégées et autres ne sont généralement pas suffisamment larges pour conserver la diversité génétique de ces espèces, en complément d'autres approches de la conservation.

65. Beaucoup de zones protégées sont menacées de dégradation et de destruction. Par ailleurs, elles n'assurent pas, en l'état actuel des choses, une couverture géographique et



biologique complète de la diversité de nombreuses espèces. C'est pourquoi il faut compléter les efforts de conservation dans les zones protégées par des mesures visant à préserver la diversité génétique en dehors de ces zones. La conservation *in situ* demande une planification minutieuse, où les aspects de protection, de production et de conservation génétique sont pris en compte et se complètent.

66. **Objectifs à long terme:** Promouvoir la conservation des ressources génétiques d'espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées et de plantes alimentaires sauvages dans les zones protégées et dans d'autres zones qui ne font pas explicitement partie de cette catégorie.
67. **Objectifs intermédiaires:** Promouvoir des pratiques de planification et de gestion qui prennent en compte les espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées et les plantes sauvages importantes pour l'alimentation. Identifier précisément quelles espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées et plantes sauvages importantes pour l'alimentation doivent être protégées *in situ*. Mieux s'informer sur les utilisations, notamment par les femmes, des plantes alimentaires sauvages qui constituent une source aussi bien de revenu que de nourriture.
68. Faire mieux comprendre la contribution que les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture apportent aux économies locales, à la sécurité alimentaire et à la qualité de l'environnement. Améliorer la gestion et la planification, et promouvoir la complémentarité entre la conservation et l'utilisation durable dans les parcs et les zones protégées, notamment en élargissant la participation des collectivités locales à ces processus.
69. Améliorer la communication et la coordination entre les divers instituts et organisations engagés dans la conservation *in situ* et la gestion de l'utilisation des terres, aux niveaux national et régional, afin de conserver la diversité génétique de ces espèces, dans une approche complémentaire des autres types de conservation.
70. **Politique générale/stratégie:** Les gouvernements, dans le respect de la législation nationale, en coopération avec les institutions des Nations Unies et les organisations régionales, intergouvernementales et non gouvernementales pertinentes – et en tenant compte des points de vue des agriculteurs et des collectivités vivant à proximité des zones protégées – devraient:
- (a) inclure, le cas échéant, dans les buts et priorités des parcs nationaux et des zones protégées la conservation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, notamment des espèces fourragères concernées, des espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées et des espèces fournissant des aliments de cueillette;
 - (b) envisager d'intégrer la conservation et la gestion des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans les plans nationaux d'utilisation des terres;
 - (c) appuyer la définition d'objectifs nationaux et locaux en matière de gestion des zones protégées fondée sur une large participation englobant, le cas échéant, les groupes qui dépendent le plus des plantes alimentaires sauvages;
 - (d) appuyer la création, aux niveaux appropriés, de groupes consultatifs composés, selon qu'il convient, d'agriculteurs, de communauté autochtones, de spécialistes des ressources phytogénétiques, d'autorités locales et de notables, chargés d'orienter la gestion des zones protégées conformément aux règlements nationaux;
 - (e) reconnaître les droits des communautés autochtones aux RPGAA dans les zones protégées;
 - (f) reconnaître que les femmes sont une source précieuse d'information quant à la faisabilité des pratiques de conservation et de gestion *in situ*;
 - (g) soutenir les efforts déployés par les populations autochtones et locales en vue de gérer les espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées et les plantes alimentaires sauvages



dans les zones protégées, ou bien là où les droits existants des autochtones ou les droits au titre de traités sont reconnus;

- (h) revoir les règles en vigueur concernant les études d'impact sur l'environnement, afin d'y inclure l'évaluation des effets probables de l'activité proposée sur la diversité biologique locale pour l'alimentation et l'agriculture, en particulier sur les espèces sauvages apparentées;
- (i) intégrer les objectifs de conservation génétique dans la gestion durable des espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées et des plantes alimentaires sauvages, dans les zones protégées et les autres zones de ressources gérées.

71. Les gouvernements, en coopération avec les institutions des Nations Unies et les organisations régionales, intergouvernementales et non gouvernementales pertinentes, ainsi qu'avec les communautés rurales, autochtones et locales n'habitant pas dans des zones protégées, doivent, si possible et nécessaire, chercher à:

- (a) faire de la conservation des espèces sauvages apparentées et des plantes sauvages destinées à la production alimentaire une composante intégrante de la planification de l'utilisation des terres;
- (b) encourager les communautés locales à conserver et à gérer les espèces sauvages apparentées et les plantes sauvages destinées à la production alimentaire, et assurer leur participation aux décisions concernant la conservation et la gestion au niveau local.

72. Si nécessaire et possible, les politiques concernant les zones protégées devraient promouvoir et appuyer les activités de la population visant à entretenir et à améliorer la diversité génétique au sein des espèces et entre elles, et non pas les restreindre. Il faudrait également encourager les approches participatives en matière d'aménagement des zones protégées et autres, afin de concilier les objectifs parfois contradictoires de la conservation et de la protection des moyens d'existence de la population locale.

73. **Capacités:** Les gouvernements doivent, si possible et nécessaire:

- (a) mettre au point un plan définissant les priorités, en particulier pour les écosystèmes qui abritent des degrés élevés de diversité liée aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, et procéder à des enquêtes nationales afin d'identifier les méthodes de gestion nécessaires pour protéger le niveau voulu de diversité génétique des espèces sauvages apparentées et des plantes sauvages destinées à la production alimentaire;
- (b) aider les communautés locales dans leurs efforts pour identifier, recenser et gérer les espèces sauvages apparentées aux plantes cultivées et les plantes sauvages destinées à la production alimentaire;
- (c) établir un catalogue des collections, de la répartition et de la diversité des espèces sauvages apparentées et des plantes sauvages destinées à la production alimentaire, intégrer et lier les données et les informations provenant des programmes de conservation *in situ* à celles des programmes *ex situ*, et encourager les organisations privées et non gouvernementales à faire de même.

74. **Coordination/administration:** Les gouvernements devraient, si nécessaire:

- (a) Assurer la planification et la gestion des zones protégées en liaison avec des institutions chargées de la conservation et de l'utilisation durable des espèces sauvages apparentées aux plantes cultivées et des plantes sauvages destinées à la production alimentaire telles que des centres de ressources phytogénétiques, des coordonnateurs nationaux des ressources phytogénétiques et des jardins botaniques;



- (b) désigner, le cas échéant, des responsables pour faciliter la coordination des programmes de protection *in situ* et établir des liaisons avec les autres pays de la région;
- (c) mettre en place des mécanismes permettant l'examen et la modification périodiques des plans de conservation.

75. **Cette activité est étroitement liée aux activités suivantes:**

- L'étude et l'inventaire des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- La mise en place de programmes nationaux efficaces
- La mise en place de systèmes d'information intégrés sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- Le soutien à la gestion et à l'amélioration à la ferme des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- La promotion de la mise en valeur et de la commercialisation des plantes cultivées et espèces sous-utilisées
- L'appui à la collecte planifiée et ciblée de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- La sensibilisation du public à l'utilité de la conservation et de l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture



(Les pages blanches sont déjà incluses lorsque cela est nécessaire,
a fin que la pagination corresponde à la version imprimée).



Conservation *ex situ*

5. Entretenir les collections *ex situ* existantes
6. Régénérer les entrées *ex situ* menacées
7. Soutenir la collecte planifiée et ciblée de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
8. Renforcer les activités de conservation *ex situ*

5. Entretenir les collections *ex situ* existantes

76. **Evaluation:** Dans les années 70 et 80, le nombre de banques de gènes dans le monde et la taille des collections *ex situ* ont considérablement augmenté, par suite d'une sensibilisation accrue aux menaces que subissent les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. La plupart des pays n'ont pas encore d'installations de stockage à long terme mais, dans de nombreuses banques de gènes individuelles et au niveau mondial, il y aurait à l'heure actuelle des espaces de stockage disponibles, qui pourraient être agrandis grâce à la suppression des duplicata inutiles dans les collections.

77. A l'échelle mondiale, les gouvernements et les organismes donateurs ont alloué des ressources insuffisantes à l'entretien courant des infrastructures de conservation. Cela a entraîné une détérioration progressive de nombreuses installations, qui ne sont plus en mesure de remplir correctement leur fonction de conservation la plus essentielle. L'ampleur de la menace qui pèse sur les collections *ex situ* apparaît clairement, si l'on considère le fort pourcentage d'entrées qui ont actuellement besoin d'être régénérées et les rapports de nombreux pays signalant des problèmes administratifs et techniques graves dans leurs banques de gènes. De plus, beaucoup de banques de gènes abritent bien davantage d'espèces que les programmes de sélection nationaux n'en développent, et il existe d'autres solutions pour les conserver à moindre coût.

78. Avec un système plus rationnel reposant sur une meilleure planification et davantage de coordination et de coopération, les coûts pourraient être réduits et le travail de conservation placé sur des bases scientifiquement sûres et financièrement durables. On jetterait ainsi les bases d'une utilisation élargie des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, dans le cadre d'une conservation plus efficace. Pour réaliser un tel système, des options de conservation doivent être disponibles, surtout pour de nombreux pays qui, à l'heure actuelle, n'ont pas les capacités suffisantes pour assurer la conservation *ex situ* courante des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture conformément aux normes internationales.

79. **Objectifs à long terme:** Accorder une priorité élevée à la sauvegarde, dans toute la mesure possible, de la diversité unique et précieuse qui existe dans les collections *ex situ* de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Mettre au point un système efficace de conservation *ex situ* qui soit durable, rentable et bien ciblé. Développer et renforcer la coopération entre les programmes nationaux et les institutions internationales pour l'entretien des collections *ex situ*, en reconnaissant aux Etats les droits souverains qu'ils possèdent sur leurs propres ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.



80. **Objectifs intermédiaires:** Développer et renforcer les réseaux nationaux, régionaux et internationaux, notamment l'actuel Réseau *ex situ* de la FAO dans le cadre du Système mondial de la FAO conformément aux politiques et aux stratégies énoncées par la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Y rassembler une capacité suffisante pour fournir aux pays des options pour le stockage volontaire, de préférence au sein de chaque région, de matériel génétique approprié et de duplicata. Assurer le transfert et la conservation courante de ce matériel dans le cadre des accords juridiques internationaux en vigueur, garantissant les droits souverains des pays d'origine, avec un soutien technique et financier approprié.
81. Réduire la redondance inutile et non planifiée dans les programmes actuels et promouvoir les échanges de ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et l'accès à ces dernières conformément aux accords internationaux en vigueur, notamment à la Convention sur la diversité biologique. Assurer la duplication planifiée et le stockage dans des conditions de sécurité des ressources dont il n'existe actuellement pas de duplicata.
82. **Politique/stratégie:** La communauté internationale possède des intérêts et des responsabilités dans la conservation *ex situ* des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Cette hypothèse est à la base d'un plan mondial efficace, intégré et rationnel visant à assurer le maintien des collections existantes. Les pays ont des droits souverains sur leurs ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et en sont responsables.
83. Il faudrait tirer pleinement parti des installations appropriées existantes, et, notamment des centres nationaux, régionaux et internationaux. Le matériel conservé devrait, le cas échéant, être dupliqué et stocké dans des installations d'entreposage à long terme répondant aux normes internationales conformément aux accords internationaux applicables. Les doubles emplois involontaires et inutiles entre les collections des réseaux devraient être réduits afin de promouvoir la rentabilité et l'efficacité des efforts de conservation à l'échelle mondiale. Une assistance pourrait être fournie aux pays pour l'identification des ressources génétiques déjà stockées et dupliquées dans des installations d'entreposage à long terme.
84. La FAO, en collaboration avec les pays et avec les institutions compétentes, devrait faciliter la formalisation d'accords visant à sauvegarder la diversité dans les collections *ex situ*, conformément aux accords internationaux applicables. Ceci permettrait aux pays qui le désirent de placer volontairement leurs collections dans des installations sûres hors de leurs frontières.
85. **Capacité:** Du personnel compétent, à tous les niveaux, pour appliquer et surveiller les politiques et accords susmentionnés devrait être recruté et formé en fonction des besoins. Les institutions nationales devraient évaluer les pratiques actuelles en matière de gestion des banques de gènes en fonction de la nécessité de créer des systèmes de conservation *ex situ* plus rationnels, efficaces et tenant compte des besoins des utilisateurs. Des installations, des ressources humaines et du matériel appropriés devraient, le cas échéant, être mis à la disposition des programmes nationaux.
86. Il convient d'assurer la conservation des collections de ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Un soin particulier doit être apporté à la sauvegarde des entrées originales des collections menacées.



87. Un soutien financier devrait être accordé, le cas échéant, pour défrayer d'une partie de leurs dépenses les instituts qui fournissent des services de stockage et de conservation et de recherche/documentation pour d'autres pays. Ce soutien pourrait permettre que toutes les ressources uniques soient identifiées, convenablement dupliquées, stockées en toute sécurité et caractérisées, régénérées, évaluées et documentées. Cela inclurait l'identification du matériel trop ou trop peu dupliqué. Le matériel qui n'a pas encore été dupliqué devrait être multiplié et stocké en lieu sûr, en pleine conformité avec les accords internationaux et la législation nationale en vigueur. Les duplicatas *ex situ* supplémentaires seraient conservés à la discrétion des pays. Il peut être souhaitable d'agrandir certaines installations de stockage existantes et d'en créer de nouvelles.

88. **Recherche/technologie:** La recherche devrait viser à concevoir des méthodes de conservation améliorées, y compris, le cas échéant, des méthodes de conservation *in vitro* et de cryopréservation, et plus particulièrement des techniques fiables et peu onéreuses adaptées aux conditions d'exploitation locales. Les technologies et les procédures transférées des pays tempérés ne sont pas forcément adaptées aux conditions des pays tropicaux et vice-versa.

89. Il faudrait entreprendre des recherches fondées sur une documentation et des informations améliorées, comme prévu par ce plan, pour nourrir les décisions qui seront à l'origine d'un système rationnel et efficace. Ces recherches pourraient comprendre, notamment, des travaux sur l'identification du matériel génétique prioritaire et des duplications, sur des méthodes permettant d'identifier les duplicatas et de tester la viabilité des collections, sur des procédures de conservation et de duplication rationnelles des espèces à multiplication végétative et sur les modalités et les technologies de conservation des gènes, des génotypes et des complexes de gènes.

90. **Coordination/administration:** La coordination doit se faire dans chaque pays, entre la banque de gènes *ex situ* nationale, les groupes de travail nationaux par plante et tous les utilisateurs des RPGAA (sélectionneurs, agriculteurs et ONG). Des liens étroits doivent être établis avec les réseaux régionaux et les centres internationaux.

91. La supervision de l'exécution de cette activité devraient s'appuyer sur les conseils de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture de la FAO.

92. Des études administratives et techniques devraient être encouragées pour évaluer périodiquement l'efficacité des mesures prises. Selon l'issue de ces études, ainsi que les dispositions spécifiques des accords pertinents, un soutien financier devrait promouvoir la sécurité à long terme et permettre une planification efficace.

93. **Cette activité est étroitement liée aux activités suivantes:**

- Régénération des collections *ex situ* menacées
- Aide aux agriculteurs victimes d'une catastrophe pour restaurer les systèmes agricoles
- Mise en place de systèmes d'information intégrés sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- Renforcement de la caractérisation, de l'évaluation et du nombre des collections de référence pour en faciliter l'utilisation
- Mise en place de programmes nationaux efficaces
- Promotion des réseaux de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture



6. Régénérer les entrées *ex situ* menacées

94. **Evaluation:** Au fur et à mesure que les entrées stockées *ex situ* perdent de leur viabilité, des gènes et des génotypes sont perdus. Même dans des conditions de stockage *ex situ* optimales, toutes les entrées doivent un jour ou l'autre être régénérées. Souvent, la capacité à régénérer n'a pas été prise en compte au moment de l'assemblage des collections et de la dissémination des entrées, si bien qu'une grande partie du matériel collecté autrefois ne peut plus être conservé correctement. Par conséquent, il existe aujourd'hui une grande quantité de matériel accumulé en attente de régénération. La moitié environ des collections nationales actuelles ont besoin d'être régénérées, d'après les données substantielles, mais incomplètes, fournies par les rapports des pays. Une bonne planification et une bonne coordination réduiront au minimum la quantité de matériel à régénérer. Mais sans une intervention prompte et efficace, une grande partie de la diversité génétique des plantes cultivées alimentaires et agricoles stockée dans le monde – ainsi que les investissements publics considérables consacrés au rassemblement des collections – seront perdus à jamais.

95. Une taille et une viabilité initiales faibles des échantillons ainsi qu'une demande fréquente d'échantillons provenant des installations de stockage à long terme peuvent raccourcir le cycle de régénération. Mais, comme de bonnes conditions de stockage à long terme devraient éviter d'avoir à régénérer les entrées pendant des décennies, on peut penser que les besoins de régénération annuels moyens, de routine (par opposition aux besoins de multiplication) ne concerneraient même plus 10 pour cent des entrées ainsi conservés. Cependant, 95 pour cent environ des pays fournissant des informations précises sur la régénération signalent un niveau de besoins beaucoup plus élevé, et la plupart des pays, tant développés qu'en développement, signalent des obstacles techniques, financiers et autres à la régénération de leur matériel. Il se pourrait qu'un million d'entrées aient besoin d'être régénérées pour préserver le matériel génétique des programmes *ex situ*. Il n'existe pas de mécanisme de coordination global. L'absence de renseignements sur les entrées est une contrainte supplémentaire empêchant toute régénération rationnelle. La plupart des pays en développement et beaucoup de pays développés signalent, comme principaux problèmes à surmonter, l'absence d'installations de stockage à long terme, la pénurie d'installations de manutention des espèces à pollinisation croisée et l'insuffisance de fonds et de personnel.

96. **Objectifs à long terme:** Mettre en place l'infrastructure nécessaire pour une régénération périodique.

97. **Objectifs intermédiaires:** Formuler une stratégie, établir des mécanismes de coordination, identifier des emplacements pour la régénération, mettre au point les accords nécessaires pour officialiser la coopération entre les instituts, améliorer la capacité et l'infrastructure selon les besoins et entamer une action visant à régénérer les entrées visées. Accomplir la première régénération à l'échelle mondiale d'entrées entreposées *ex situ*, dans des conditions visant à préserver l'intégrité génétique du matériel.

98. **Politique/stratégie:** Il conviendrait d'accorder la priorité aux aspects suivants:

- besoins de régénération des entrées actuellement stockées à long terme ou destinées à être placées dans des installations à long terme, qui connaissent une perte de viabilité, par opposition à celles qui doivent être multipliées pour d'autres raisons. (Une bonne gestion consistera à veiller à ce que les entrées stockées à long terme soient régénérées surtout à cause de la perte de viabilité et que les entrées placées dans des collections actives soient multipliées à cause de la perte quantitative);



- les entrées qui remplissent tout à la fois les critères suivants: elles sont uniques au monde, elles sont menacées et elles offrent le potentiel nécessaire pour maintenir la diversité de l'entrée originale.

99. Il faudrait demander aux réseaux régionaux et aux réseaux spécialisés par plante de contribuer à la mise au point des priorités et à l'identification du matériel génétique approprié pour la régénération.

100. L'identification d'entrées particulières devrait se faire en collaboration avec les sélectionneurs et les conservateurs des programmes nationaux, qui ont souvent une connaissance intime et détaillée des collections et savent si du matériel semblable est disponible dans des emplacements *in situ*.

101. Dans la mesure des besoins et des possibilités, les efforts de régénération devraient viser à maintenir la diversité allélique et génotypique et les complexes adaptés de l'entrée originale.

102. Il faudrait encourager les efforts visant à réduire les redondances inutiles au sein et entre les collections afin d'améliorer l'efficacité et de réduire au maximum les coûts de conservation. La régénération ne devrait pas être envisagée comme un moyen de maintenir les collections à long terme dans des conditions inférieures aux normes. A cet égard, rappelons que la réduction au minimum de la fréquence de la régénération est un objectif important et la conséquence d'autres activités du Plan d'action mondial.

103. Les gouvernements, le secteur privé, les instituts, en particulier le GCRAI, et les ONG devraient:

- coopérer pour utiliser efficacement la capacité existante et veiller à ce que la régénération puisse avoir lieu, si cela est scientifiquement, techniquement et administrativement faisable, dans des sites ressemblant étroitement à celui de l'entrée originale;
- promouvoir et faciliter l'accès illimité aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture stockées *ex situ* afin d'éviter au maximum de devoir entreposer des échantillons identiques dans plusieurs emplacements, ce qui obligerait à régénérer chacun d'entre eux.

104. Les activités de caractérisation devraient être entreprises en conjonction avec la régénération, si possible, sans compromettre l'efficacité ou les objectifs scientifiques de la régénération.

105. **Capacité:** Si cela est approprié et rentable, les installations, les ressources humaines, les technologies et le matériel appropriés devraient être mis à la disposition des programmes nationaux et des instituts internationaux participant aux activités de régénération entreprises dans le cadre du Plan mondial. On s'efforcera tout particulièrement d'établir ou de renforcer la capacité de régénération des espèces à pollinisation croisée. Il faudrait envisager d'impliquer le secteur privé, les agriculteurs et les ONG dans cette activité.

106. Les banques de gènes devraient assurer le suivi et être capables de déterminer l'état des entrées stockées et d'identifier, par ordre de priorité, celles qui doivent être régénérées.

107. Les programmes de formation devraient tenir compte de la nécessité de disposer de personnel formé à l'exécution des procédures de régénération du matériel génétique et aux besoins de régénération particuliers de certaines espèces.

108. **Recherche/technologie:** Il faudrait continuer à mettre au point des directives pour la régénération et, le cas échéant, des normes et des technologies spécifiques. Ces



directives devraient, notamment, indiquer comment s'effectue le choix des entrées pour la régénération. Elles devraient prendre en compte la planification et la gestion, ainsi que les différentes situations des instituts et les différents objectifs des collections.

109. Il faudrait améliorer les méthodes scientifiques permettant d'identifier et de classer par ordre de priorité les entrées à régénérer, dans le cadre d'efforts nationaux et mondiaux.

110. Il faut renforcer les recherches visant à améliorer les technologies de conservation dans divers domaines: allonger l'intervalle entre deux cycles de régénération (semences orthodoxes), mécanismes physiologiques liés à la tolérance aux basses températures et à la déshydratation (semences récalcitrantes), technologies de conservation *in vitro*.

111. Des recherches devraient être entreprises pour accroître l'efficacité des efforts de régénération. Il faudrait, notamment, mettre au point des méthodologies visant à réduire les dérives génétiques, identifier des marqueurs associés à la longévité des semences pour faciliter la conception de stratégies de régénération, mieux comprendre les causes des mutations dans le matériel génétique conservé, supprimer les ravageurs transmis par les semences et répondre à diverses questions concernant les systèmes de sélection, la biologie de la reproduction, les mécanismes de dormance et les problèmes techniques associés aux pratiques de régénération.

112. Il faudrait rassembler et analyser les données concernant les entrées qui se trouvent actuellement dans les collections *ex situ* afin de faciliter la planification et l'exécution.

113. **Coordination/administration:** Un plan opérationnel pour un effort mondial coordonné de régénération devrait être mis en place et exécuté par un(des) organisme(s) approprié(s). Il devrait comprendre l'identification des instituts et des emplacements qui serviront pour la régénération, se fonder sur des pratiques scientifiques bien établies et tenir compte de la rentabilité. La participation active des réseaux de plantes cultivées et des réseaux régionaux est essentielle au succès de cette entreprise, et en particulier, à l'identification, par ordre de priorité, du matériel génétique à régénérer. Il faudrait, parallèlement, formuler des plans nationaux de régénération, surtout en ce qui concerne les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture d'importance purement nationale.

114. Il faudrait surveiller constamment les besoins de régénération, en tenant compte de la nécessité d'une duplication appropriée, du comportement des espèces durant le stockage, des conditions de stockage et de la viabilité individuelle des entrées.

115. **Cette activité est étroitement liée aux activités suivantes:**

- Entretien des collections *ex situ* existantes
- Mise en place de systèmes d'information intégrés sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- Renforcement de la caractérisation, de l'évaluation et du nombre des collections de référence pour en faciliter l'utilisation
- Mise en place de programmes nationaux efficaces
- Promotion des réseaux de ressources phytogénétiques

7. Soutenir la collecte planifiée et ciblée de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

116. **Evaluation:** Les risques de perte et le potentiel d'utilisation sont les principales motivations à l'origine de la plupart des collections. Le matériel actuellement conservé ne représente pas toute la variété qui existe dans les plantes. Mais, à l'heure actuelle, les besoins



mondiaux en matière de collecte de matériel génétique ne sont pas aussi importants qu'il y a 20 ans grâce aux progrès réalisés durant l'intervalle. Les centres GCRAI signalent que les principales plantes cultivées ont généralement été bien collectées, même si des lacunes existent dans certaines collections. Les collections de certaines plantes de subsistance mineures ou régionales sont beaucoup moins complètes. Toutefois, en l'absence d'une analyse détaillée de la diversité génétique représentée dans les banques de gènes mondiales, ces conclusions ne sauraient être définitives.

117. Les missions de collecte passées effectuées avec des méthodes inadéquates ne sont peut-être pas parvenues à prélever des entrées reflétant la diversité du matériel génétique. Les conditions de stockage dans les banques de gènes peuvent aussi avoir entraîné une perte des ressources collectées, obligeant ainsi à recollecter. Parfois, les collectes sont nécessaires pour sauver du matériel faisant l'objet d'une menace imminente *in situ*. Parfois aussi, une utilité pratique immédiate – caractéristiques de résistance aux maladies ou aux ravageurs ou autres caractères adaptatifs – justifie le renforcement des collections.

118. **Objectifs à long terme:** Rassembler les espèces, écotypes, variétés locales/variétés des agriculteurs ou autres cultivars, avec les informations correspondantes, qui sont menacés ou dont on prévoit une utilisation.

119. **Objectifs intermédiaires:** Commencer à combler les lacunes dans la diversité génétique des collections actuelles au moyen de collectes sélectives effectuées par ordre de priorité.

120. **Politique/stratégie:** Des pratiques de collecte devraient être mises au point en tenant compte des objectifs et des obligations énoncés dans la Convention sur la diversité biologique, par exemple le droit des parties contractantes à l'information et au consentement préalable avant de donner accès aux ressources génétiques et l'obligation des parties contractantes, compte tenu de leur législation nationale, de respecter le savoir des communautés autochtones en matière de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique.

121. **Capacité:** Le matériel ainsi collecté devrait être déposé dans des installations qui disposent de la capacité nécessaire pour les gérer dans le pays d'origine et, si possible, ailleurs, comme convenu par le pays d'origine avant la collecte. Quand de telles installations n'existent pas dans le pays d'origine, il faudrait les créer au besoin et, dans l'intervalle, le matériel pourrait être transféré dans d'autres pays comme convenu dans le pays d'origine avant la collecte.

122. Avant d'entreprendre des collectes, il faudrait évaluer attentivement la capacité de conservation du matériel collecté dans des conditions d'efficacité et de durabilité.

123. Une formation devrait être organisée sur les méthodes scientifiques de collecte des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

124. **Coordination/administration:** Une coordination appropriée devrait être assurée à l'échelle du pays. Une coordination internationale appropriée est aussi nécessaire pour entretenir des liens avec les collections *ex situ*, combler les lacunes et soutenir l'effort de régénération. Cette coordination peut porter sur l'identification des besoins mondiaux ou des besoins particuliers d'un pays qui pourraient être satisfaits par les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et d'agriculture d'un autre pays.

125. Il faudrait instaurer des relations étroites entre les réseaux régionaux et les réseaux de plantes cultivées ainsi qu'avec les utilisateurs des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (sélectionneurs et agriculteurs) afin d'éclairer et de diriger, en établissant des



priorités, tout le processus de conservation, y compris les enquêtes, les inventaires et la collecte.

126. Il faudrait mettre au point à tous les niveaux des mécanismes de collecte d'urgence de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Ces mécanismes devraient tirer pleinement parti des systèmes d'information et d'alerte rapide à tous les niveaux et être par conséquent étroitement liés à eux.

127. Dans le cadre des programmes nationaux sur les ressources phytogénétiques, les gouvernements peuvent nommer un coordonnateur chargé de la gestion des demandes de collecte.

128. **Cette activité est étroitement liée aux activités suivantes:**

- Recensement et inventaire des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- Entretien des collections *ex situ* existantes
- Promotion de la conservation *in situ* des espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées et des plantes sauvages pour la production alimentaire

8. Renforcer les activités de conservation *ex situ*

129. **Evaluation:** La diversité de nombreuses espèces de plantes ne peut être conservée commodément ni efficacement sous forme de semences. Certaines espèces se multiplient par voie végétative, d'autres ont des semences appelées "récalcitrantes". Un certain nombre de plante vivrières de base essentielles, de fruits tropicaux et de plantes cultivées d'exportation entrent dans cette catégorie. Les difficultés techniques rencontrées amènent souvent à ne pas prêter une attention suffisante à la conservation des ressources génétiques de ces plantes.

130. Nombre de plantes d'utilité locale pour l'alimentation et l'agriculture sont presque totalement négligées par les banques de gènes traditionnelles. Les collections sont faites au cas par cas, sans coordination visant à assurer le maintien d'entrées adéquates pour la conservation et la mise en valeur du matériel génétique.

131. On pourrait développer davantage les jardins botaniques, les banques de gènes sur le terrain et l'utilisation de nouvelles technologies, notamment les méthodes *in vitro*, pour compléter et renforcer la conservation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

132. **Objectifs à long terme:** Conserver les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture pour en assurer la disponibilité.

133. **Objectifs intermédiaires:** Concevoir des stratégies pour la gestion de la conservation *ex situ* des plantes à semences récalcitrantes, et de celles à multiplication végétative, ainsi que des espèces négligées par les programmes de conservation actuels.

134. Promouvoir le développement et le transfert de technologies appropriées pour la conservation de ces plantes.

135. Encourager et renforcer la participation des jardins botaniques à la conservation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, et surtout des espèces pour lesquelles ils possèdent un avantage comparatif.



136. **Politique/stratégie:** Les gouvernements, les centres internationaux de recherche agricole, les ONG et les organismes de financement devraient apporter un soutien adéquat, approprié et équilibré pour la conservation des plantes à semences récalcitrantes et de celles à multiplication végétative.

137. **Capacité:** Les jardins botaniques et les banques de gènes sur le terrain devraient être renforcés, du point de vue, notamment, de leur capacité de conservation des espèces négligées par les installations plus orientées sur l'agriculture. A cet égard, il importe avant tout de constituer une capacité dans les pays en développement. Les banques de gènes des jardins botaniques pourraient, le cas échéant, être renforcées.

138. Il faudrait promouvoir les jardins botaniques, les arboretums et les banques de gènes de terrain simples et peu coûteux associés aux universités, aux écoles et à d'autres instituts, et les encourager à faire oeuvre éducative auprès du grand public.

139. Il faudrait soutenir la formation en matière de techniques *in vitro* et d'autres technologies nouvelles et appropriées. En fonction des besoins et des priorités des pays, des sous-régions et des régions, il faudrait soutenir la création d'une capacité à utiliser ces technologies.

140. **Recherche/technologie:** Il faudrait concevoir des protocoles de conservation *in vitro* et d'autres technologies de conservation pour les principales plantes à semences non orthodoxes et de celles à multiplication végétative.

141. Il faudrait évaluer les besoins de conservation d'autres espèces pour l'alimentation et l'agriculture, qui ne sont pas correctement conservées et notamment étudier les activités qui existent dans ce domaine, avant toute planification et coordination de la collecte et de la conservation.

142. **Administration/coordination:** Les réseaux spécialisés par plantes et les réseaux régionaux ainsi que les organisations internationales de jardins botaniques pertinentes avec le soutien des centres internationaux de recherche agricole et des systèmes nationaux de recherche agricole, devraient évaluer régulièrement l'état de conservation des plantes à semences non orthodoxes et de celles à multiplication végétative et, le cas échéant, formuler des recommandations et prendre des dispositions.

143. Les jardins botaniques devraient être encouragés à participer aux activités des associations internationales de jardins botaniques. Il faudrait renforcer les liens entre les organisations internationales de jardins botaniques (Association internationale des jardins botaniques et Conservation des jardins botaniques) et celles qui sont responsables de la conservation des espèces destinées à l'alimentation et à l'agriculture (FAO, IPGRI, Centres internationaux de recherche agricole). Il faudrait instaurer des liens similaires entre les instituts, notamment dans le secteur privé (pépinières) au niveau national. Il faudrait encourager en priorité absolue la coopération sur le plan pratique.

144. **Cette activité est étroitement liée aux activités suivantes:**

- Entretien des collections *ex situ* existantes
- Promotion de la conservation *in situ* des espèces sauvages apparentées aux plantes cultivées et des plantes sauvages pour la production alimentaire
- Mise en place de programmes nationaux efficaces



(Les pages blanches sont déjà incluses lorsque cela est nécessaire,
a fin que la pagination corresponde à la version imprimée).



Utilisation des ressources phytogénétiques

9. Renforcer la caractérisation, l'évaluation et le nombre de collections de référence pour faciliter l'utilisation des ressources phytogénétiques
10. Multiplier les activités d'amélioration génétique et d'élargissement de la base génétique
11. Promouvoir une agriculture durable grâce à la diversification de la production et à une plus grande diversité dans les plantes cultivées
12. Promouvoir la mise en valeur et la commercialisation des plantes cultivées et des espèces sous-exploitées
13. Soutenir la production et la distribution de semences
14. Rechercher de nouveaux marchés pour les variétés locales et les produits "à forte diversité"

9. Renforcer la caractérisation, l'évaluation et le nombre de collections de référence pour faciliter l'utilisation des ressources phytogénétiques

145. **Evaluation:** Les collections des banques de gènes devraient permettre aux utilisateurs de relever les défis à venir et de saisir les occasions nouvelles. Généralement, les entrées des banques de gènes ne sont pas bien caractérisées ni évaluées, ce qui entraîne une sous-utilisation des collections et empêche d'en exploiter toute la valeur, si bien que les coûts de conservation sont trop élevés par rapport aux avantages obtenus. Les rapports des pays citent l'absence de caractérisation et d'évaluation comme la principale contrainte à l'utilisation des ressources phytogénétiques dans les programmes de sélection.

146. Les sélectionneurs et la plupart des autres utilisateurs souhaitent disposer d'un nombre maniable de génotypes possédant ou pouvant posséder les caractéristiques nécessaires à leurs programmes de sélection. L'identification de ces caractéristiques par la caractérisation et la création de collections de référence (sous-ensemble sélectionné pour contenir le maximum de variation disponible dans un minimum d'entrées) sont des mesures qui peuvent favoriser une utilisation accrue et plus efficace des collections. L'évaluation peut également faciliter l'identification du matériel génétique qui se prête le mieux à une utilisation directe par les agriculteurs.

147. En outre, les données de la caractérisation et de l'évaluation ainsi que l'utilisation judicieuse des collections de référence sont essentielles à une gestion globale efficace et rentable des collections.

148. **Objectifs à long terme:** Accroître et améliorer la facilité d'utilisation des ressources phytogénétiques conservées. Favoriser les innovations en matière d'amélioration génétique des plantes par la promotion de l'identification des entrées utiles ou des gènes qui les composent pour les introduire dans des programmes d'amélioration génétique et de sélection des plantes. Promouvoir l'amélioration génétique des plantes orientée vers l'accroissement des niveaux de diversité génétique des plantes cultivées et des systèmes agricoles. Identifier le matériel génétique offrant un potentiel d'utilisation directe par les agriculteurs dans les programmes à la ferme.



149. Pour promouvoir la coordination des activités de conservation, d'exploration et d'amélioration: cibler les missions de collecte, optimiser les stratégies d'échantillonnage, améliorer les méthodes de régénération, déterminer les lacunes des collections, rationaliser les collections, établir les priorités de conservation, constituer des collections de base et quantifier l'efficacité relative de la conservation *ex situ* et de la conservation *in situ*.

150. **Objectifs intermédiaires:** Accorder une priorité élevée à la conception de programmes de caractérisation et d'évaluation spécifique des plantes pour identifier les entrées les plus utiles et les gènes qui tempèrent les contraintes biotiques et abiotiques limitant la production de ces plantes.

151. Améliorer l'efficacité de l'évaluation en concevant et en adaptant de nouvelles technologies permettant d'identifier les entrées et de détecter les gènes les plus utiles d'une manière fiable.

152. Améliorer l'efficacité de l'évaluation en concevant et en adaptant de nouvelles technologies permettant d'identifier les entrées et de détecter les gènes les plus utiles d'une manière fiable. Constituer des collections de référence internationales de plantes cultivées d'importance mondiale et promouvoir l'établissement de collections de référence reposant sur des banques de gènes, pour les collections de plantes cultivées d'importance nationale dans les installations de conservation des pays. Promouvoir, améliorer et tester des méthodologies et des technologies pour les collections de référence importantes.

153. **Politique/stratégie:** En collaboration avec les institutions des Nations Unies et avec les organisations régionales, intergouvernementales et non gouvernementales compétentes, avec les centres internationaux de recherche agricole et le secteur privé, et en tenant compte de l'opinion des milieux scientifiques, des organisations d'agriculteurs et de leurs communautés, les gouvernements devraient:

- (a) définir les priorités, et évaluer périodiquement les progrès, en matière d'évaluation en fonction des différents besoins des divers utilisateurs des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, en veillant tout particulièrement à déterminer les caractères qui affaiblissent les obstacles à la production des plantes cultivées de base locales et des plantes cultivées d'importance économique nationale;
- (b) promouvoir la collaboration et la complémentarité entre sélectionneurs, chercheurs, agriculteurs et banques de gènes;
- (c) encourager les échanges d'informations sur la caractérisation et l'évaluation;
- (d) noter que l'accès aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture est régi par les accords internationaux en vigueur. Conformément à de tels accords, les utilisateurs des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture devraient être incités à approuver des dispositions pour le partage des données d'évaluation avec les instituts d'origine, en tenant aussi dûment compte des besoins particuliers des utilisateurs commerciaux qui doivent préserver le caractère confidentiel de ces données;
- (e) accorder un soutien financier approprié aux programmes de caractérisation et d'évaluation des espèces de plantes cultivées dont l'importance est primordiale ou exclusive pour la sécurité alimentaire des pays concernés, compte tenu de l'importance d'un financement à moyen et à long termes.

154. Les réseaux spécialisés par plante et les banques de gènes devraient opérer prudemment pour concevoir des collections de référence de plantes cultivées présentant un intérêt majeur pour les systèmes nationaux. Si les collections de référence servent de modèle



pour la constitution des collections des banques de gènes, elles ne les remplacent pas. Les banques de gènes ne devraient pas prétexter de l'existence d'une collection de référence pour laisser les conditions de conservation des autres entrées de la collection se détériorer.

155. **Capacité:** Il conviendrait de soutenir le lancement d'un programme de caractérisation et d'évaluation sélectif et progressif pour le matériel génétique prioritaire sélectionné. Le processus commencerait par une évaluation des informations actuelles et un effort pour assembler, comparer, informatiser et mettre à disposition les informations contenues dans les notes, les rapports, les cartes perforées, etc. Une grande partie du travail d'évaluation doit être axée sur l'utilisation et spécifique au site.

156. Les gouvernements et les organismes compétents devraient identifier les instituts et les individus qui ont la capacité et les connaissances nécessaires pour effectuer la caractérisation et l'évaluation du matériel génétique en fonction de contraintes spécifiques et constituer un "portefeuille" national de connaissances, en y associant les agriculteurs des zones où les contraintes sont fortes, pour qu'ils effectuent une évaluation préliminaire afin de déterminer les sous-ensembles des entrées qui pourraient faire l'objet d'une évaluation ultérieure dans des conditions scientifiques plus rigoureuses. On étudierait également la rentabilité d'une sous-traitance des travaux d'évaluation ainsi que de programmes coopératifs entre les programmes nationaux et le secteur privé, comme le projet LAMP. (Projet Maïs pour l'Amérique Latine).

157. Le personnel des programmes nationaux devrait être formé aux techniques de caractérisation et d'évaluation du matériel génétique correspondant à chaque plante cultivée. Cette formation devrait commencer avec les plantes cultivées jugées importantes sur le plan national, pour lesquelles des programmes de sélection existent ou sont prévus.

158. Il faudrait appuyer la formation des agriculteurs, ainsi que des agricultrices participant à des programmes d'évaluation à la ferme, aux techniques pertinentes. Comme leurs responsabilités s'étendent souvent de la multiplication, de la production et de la récolte des plantes cultivées à la transformation, au stockage et à la préparation des aliments, les femmes ont souvent une connaissance très vaste des utilisations et de l'utilité des plantes.

159. Il conviendrait d'accorder un soutien technique et financier approprié pour la multiplication du matériel génétique des collections de référence.

160. **Recherche/technologie:** Divers types de recherche s'imposent pour promouvoir l'utilisation efficace des collections actuelles. On pourrait prévoir, notamment, l'accès aux technologies les plus récentes et un appui à la recherche scientifique visant à améliorer les techniques de caractérisation et d'évaluation.

161. Les priorités de la recherche sur les collections de référence incluent:

- (a) l'amélioration des moyens de caractérisation du matériel génétique, notamment par des méthodes biochimiques et par la biologie moléculaire;
- (b) l'amélioration des procédures de stratification de la diversité;
- (c) l'élaboration de méthodes de validation des sélections des collections de référence;
- (d) l'élaboration de méthodes de liaison des collections de référence à la collection principale (stratégies d'échantillonnage); et
- (e) l'amélioration des méthodes d'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, y compris la détection sélective des caractères.



162. Promouvoir des symposiums régionaux et internationaux de spécialistes du matériel génétique qui seraient chargés d'examiner les divers aspects techniques de la conception et de l'utilisation des collections de base et de promouvoir les activités dans ce domaine et la complémentarité avec d'autres aspects du Plan d'action mondial.

163. **Coordination/administration:** Il faudrait planifier et exécuter les activités de caractérisation et d'évaluation avec la participation active des programmes nationaux, des réseaux de plantes cultivées et des réseaux régionaux. Les organisations d'agriculteurs, les sociétés privées et leurs associations, et d'autres encore, pourraient, le cas échéant, participer à cet exercice.

164. Il faudrait concevoir des collections de référence avec la participation active des sélectionneurs et des réseaux pour les principales plantes cultivées. Les travaux relatifs aux collections de référence devraient être envisagés dans le contexte de l'effort global d'amélioration de l'utilisation des ressources génétiques et y être solidement intégrés.

165. La coopération et l'échange d'informations sont nécessaires, surtout entre les banques de gènes des pays en développement qui gèrent des collections renfermant une grande diversité d'espèces, sans disposer de personnel suffisamment spécialisé dans toutes ces espèces.

166. Il faudrait des évaluations périodiques de l'utilisation des collections de référence pour orienter les travaux futurs et aider à établir les priorités. Cette évaluation devrait être effectuée en collaboration avec les sélectionneurs et en consultation avec les organismes internationaux, les instituts et les ONG compétents.

167. **Cette activité est étroitement liée aux activités suivantes:**

- Entretien des collections *ex situ* existantes
- Soutien à la gestion et à l'amélioration à la ferme des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- Régénération des entrées *ex situ* menacées
- Appui à la collecte planifiée et ciblée de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- Multiplication des activités d'amélioration génétique et d'élargissement de la base génétique
- Mise en place de systèmes d'information intégrés sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

10. Multiplier les activités d'amélioration génétique et d'élargissement de la base génétique

168. **Evaluation:** L'élargissement de la base génétique des plantes cultivées peut contribuer à améliorer leur stabilité et leurs performances. Toutefois, pour le sélectionneur, la société ou l'institut, pris individuellement, le coût de l'incorporation de matériel génétique nouveau et divers dans du matériel déjà adapté peut l'emporter sur les avantages d'une telle opération. Ces avantages ne se concrétisent souvent qu'à long terme et profitent à la société tout entière et aux autres sélectionneurs. Etant donné la nature de nombreuses activités d'amélioration génétique et de présélection, une collaboration internationale et un soutien général sont justifiés.

169. Les approches de l'amélioration génétique incluent:

- (1) l'introgression des caractères agronomiques utiles identifiés par caractérisation et évaluation, dans le matériel génétique adapté aux conditions locales ou dans du matériel d'élite pour une utilisation ultérieure dans les programmes d'amélioration génétique et



(2) l'élargissement de la base génétique du matériel des sélectionneurs par incorporation d'une vaste diversité génétique.

170. **Objectifs à long terme:** Accroître la sécurité alimentaire et améliorer les conditions de subsistance des agriculteurs par la mise au point de meilleures variétés de plantes. Accroître l'utilisation des ressources génétiques, comme incitation à leur conservation. Réduire l'uniformité génétique dans les variétés de plantes cultivées grâce à l'utilisation de plantes sauvages apparentées de matériels locaux et/ou de variétés modernes. Renforcer la durabilité des systèmes agricoles et la capacité d'adaptation à des changements écologiques inattendus.

171. **Objectifs intermédiaires:** Accroître la diversité génétique disponible dans les populations des sélectionneurs par des stratégies appropriées d'introgression (élargissement de la base génétique).

172. **Politique/stratégie:** Les gouvernements, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales et les instituts de financement doivent reconnaître l'importance d'un financement à long terme et d'un soutien logistique aux activités de présélection, d'amélioration génétique et d'élargissement de la base génétique.

173. **Capacité:** Il faudrait soutenir les systèmes nationaux, les réseaux régionaux, les centres internationaux de recherche agricole, les organisations non gouvernementales, les universités et les autres organismes compétents pour l'exécution de projets de présélection et d'amélioration génétique. Il faudrait résoudre en priorité les problèmes identifiés par les réseaux de plante cultivée et les réseaux régionaux, les autres organismes et instituts scientifiques compétents et les organisations d'agriculteurs. Au départ, l'effort devrait porter sur les problèmes les plus urgents décelés dans 15 plantes cultivées d'importance internationale ou régionale.

174. **Recherche/technologie:** Les instituts devraient continuer à travailler à l'élaboration de méthodes d'amélioration génétique incluant la présélection et largement diffuser ces méthodologies.

175. **Coordination/administration:** Les activités devraient être planifiées et entreprises en étroite collaboration avec les programmes nationaux et les réseaux de plante cultivées et les réseaux régionaux, les autres organismes et instituts scientifiques et les organisations d'agriculteurs. Il faudrait encourager l'établissement de communications étroites avec les sélectionneurs et d'autres scientifiques des secteurs public et privé.

176. **Cette activité est étroitement liée aux activités suivantes:**

- Mise en place de systèmes d'information intégrés sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- Renforcement de la caractérisation, de l'évaluation et du nombre des collections de référence pour faciliter l'utilisation des ressources génétiques
- Soutien à la gestion et à l'amélioration à la ferme des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

11. Promouvoir une agriculture durable grâce à la diversification de la production et à une plus grande diversité dans les plantes cultivées

177. **Évaluation:** Beaucoup de plantes cultivées majeures sont, pour citer une des premières évaluations de l'Académie nationale des sciences concernant la situation aux États-Unis, "terriblement uniformes du point de vue génétique et terriblement vulnérables". L'uniformité n'aboutit pas nécessairement à la vulnérabilité. De plus, l'absence d'outils et de méthodes d'évaluation et de prévision parfaits empêche de déterminer précisément le degré de vulnérabilité. Néanmoins, il faut suivre de près la situation pour prendre des mesures préventives ou correctives, si nécessaire.



178. A l'avenir, les systèmes agricoles devront englober un éventail plus large de plantes cultivées, parmi lesquelles, notamment, des plantes cultivées qui produisent des matières premières ou qui constituent des sources d'énergie. A titre de précaution, il faudrait prendre dès à présent des mesures pour encourager et faciliter l'utilisation d'une diversité accrue dans les programmes de sélection et dans les variétés et les espèces utilisées à la ferme. Des approches novatrices de la sélection végétale, en vue de l'acclimatation de nouvelles plantes cultivées, la réaction de nouvelles variétés végétales et la promotion de niveaux accrus de diversité génétiques dans les plantes cultivées et dans les exploitations, telles que la plantation de mélanges de variétés adaptées, est un moyen reconnu d'accroître la stabilité des systèmes agricoles et d'améliorer la production agricole et la sécurité alimentaire.

179. **Objectifs à long terme:** Promouvoir une agriculture durable et réduire l'érosion génétique et la vulnérabilité génétique éventuelle en diversifiant la production agricole et en augmentant la diversité génétique des plantes cultivées.

180. **Objectifs intermédiaires:** Surveiller périodiquement la vulnérabilité génétique des plantes cultivées et encourager les sélectionneurs et les groupes appropriés à prendre des mesures correctives aux niveaux national et international, selon qu'il convient.

181. Promouvoir l'objectif consistant à obtenir des niveaux plus élevés de diversité génétique, compte tenu de la nécessité d'accroître la productivité et des conditions agronomiques, notamment dans les milieux s'occupant de production agricole, de sélection végétale et de recherche-développement sur les biotechnologies.

182. **Politique/stratégie:** Les gouvernements et les organisations intergouvernementales compétentes, en collaboration avec les réseaux de plantes cultivées, les instituts de recherche, les organismes de vulgarisation, le secteur privé, les organisations d'agriculteurs et les ONG, devraient:

- (a) surveiller l'uniformité génétique et évaluer la vulnérabilité des plantes cultivées régulièrement;
- (b) passer en revue les politiques qui pourraient avoir une incidence sur le niveau de diversité dans les systèmes agricoles et plus particulièrement le degré d'uniformité et de vulnérabilité génétiques des principales plantes cultivées;
- (c) accroître l'hétérogénéité en plantant des mélanges de variétés et d'espèces adaptées, selon les besoins.

183. Les instituts de financement devraient être encouragés à continuer à apporter un soutien aux centres agricoles internationaux, aux systèmes nationaux de recherche agricole, aux autres organismes de recherche compétents et aux ONG, pour les activités visant à accroître la diversité génétique dans les systèmes agricoles. La distribution par les centres internationaux de recherche agricole de variétés non finies aux programmes nationaux en vue de leur mise en valeur, et notamment de leur amélioration à la ferme, conformément à une stratégie appropriée est une mesure qui pourrait accroître les niveaux de diversité, d'adaptabilité et de stabilité des plantes cultivées. La sélection de variétés locales/variétés d'agriculteurs à haut rendement est une autre possibilité.

184. **Capacité:** Les gouvernements et leurs systèmes de recherche agricole, appuyés par les centres internationaux de recherche agricole et les autres organismes de recherche et de vulgarisation, devraient:

- (a) accroître leur capacité de développer et d'utiliser des variétés à lignées multiples, mélangées et synthétiques, selon les besoins;
- (b) accroître leur capacité d'application des stratégies de lutte intégrée contre les ravageurs, notamment l'utilisation des résistances non spécifiques à des variétés locales (ou horizontales), l'établissement de la pyramide des résistances spécifiques à des variétés locales et le déploiement stratégique des gènes de la résistance;



- (c) favoriser l'utilisation stratégique d'une gamme de variétés;
- (d) explorer et, le cas échéant, utiliser des stratégies d'amélioration génétique des plantes décentralisées et "participatives" de façon à concevoir des variétés de plantes spécifiquement adaptées aux conditions locales;
- (e) utiliser, dans la mesure possible, des biotechnologies modernes pour faciliter l'élargissement de la base génétique des plantes cultivées.

185. **Recherche/technologie:** Il faudrait appuyer les efforts visant à identifier les activités en matière de sélection et de recherche et concernant les systèmes agricoles qui permettent d'accroître la diversité à la ferme. Cette recherche peut inclure un examen des systèmes agricoles non homogènes – cultures intercalaires, polyculture, protection intégrée et aménagement intégré des aliments fertilisants – en vue d'une éventuelle application plus vaste, ainsi que des travaux visant à mettre au point des méthodologies appropriées d'amélioration génétique des plantes.

186. Un soutien devrait être favorisé pour la conception des outils et des méthodologies améliorés d'évaluation de la vulnérabilité génétique et, si possible, la détermination de l'équilibre idéal dans les plantes cultivées entre uniformité et diversité génétiques, compte tenu de critères pratiques, techniques et économiques favorables à la durabilité des écosystèmes.

187. **Administration/coordination:** La Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, ou un organe subsidiaire approprié nommé par cette Commission, devrait être tenue régulièrement informée de l'état de diversité des collections et des populations de reproduction des principales plantes cultivées ayant une importance pour la sécurité alimentaire mondiale. La Commission devrait communiquer ces informations à d'autres organismes intergouvernementaux compétents, tels que la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, la Convention internationale sur la protection des plantes et la Commission du développement durable.

188. **Cette activité est étroitement liée aux activités suivantes:**

- La mise en place de systèmes de surveillance et d'alerte rapide concernant les pertes de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- Le soutien à la gestion et à l'amélioration à la ferme des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- La multiplication des activités d'amélioration génétique et d'élargissement de la base génétique
- La recherche de nouveaux marchés pour les variétés locales et les produits à forte diversité

12. Promouvoir la mise en valeur et la commercialisation des plantes cultivées et des espèces sous-exploitées

189. **Evaluation:** Un petit nombre d'espèces couvrent une grande partie des besoins alimentaires mondiaux, tandis que des centaines d'autres sont exploitées localement, par la culture ou la cueillette. Ces espèces sous-utilisées contribuent de manière substantielle à assurer la sécurité alimentaire et la subsistance des ménages; elles sont souvent cultivées ou ramassées par les femmes. La connaissance des utilisations et de l'exploitation de ces espèces est souvent elle aussi localisée et spécialisée. Beaucoup de plantes sous-utilisées pourraient être davantage exploitées et leur promotion pourrait contribuer à la sécurité alimentaire, la diversification agricole et la création de revenus, surtout dans les zones où l'exploitation des principales plantes cultivées reste marginale du point de vue économique. Cependant, les programmes actuels de conservation, de recherche et de développement tendent à négliger ces espèces.



190. **Objectifs à long terme:** Contribuer à la diversification agricole, à la sécurité alimentaire et à l'amélioration des conditions de subsistance des agriculteurs. Promouvoir la conservation et l'aménagement durable des espèces sous-exploitées et de leurs ressources génétiques.
191. **Objectifs intermédiaires:** Concevoir des stratégies de conservation et des pratiques d'aménagement durable appropriées pour les espèces sous-utilisées; améliorer certaines espèces; améliorer la commercialisation des espèces sous-utilisées.
192. **Politique/stratégie:** Les gouvernements et les systèmes de recherche agricole nationaux, avec l'appui des centres internationaux de recherche agricole et des organisations non gouvernementales, en tenant compte de l'opinion des organisations et des collectivités d'agriculteurs, sont encouragés à promouvoir des politiques compatibles avec l'utilisation durable, l'aménagement et la mise en valeur des espèces sous-utilisées, et en particulier, le cas échéant, les politiques d'utilisation des terres, identifiées comme capables de jouer un rôle important dans les économies locales et la sécurité alimentaire.
193. **Capacité:** Il convient de fournir la formation et les moyens nécessaires aux scientifiques et aux vulgarisateurs, aux agriculteurs et aux collectivités locales, notamment aux femmes, pour:
- (a) déterminer les espèces sous-exploitées dont on pourrait améliorer l'utilisation durable;
 - (b) concevoir et appliquer des pratiques d'aménagement durable pour les espèces sous-utilisées ayant une importance pour l'alimentation et l'agriculture;
 - (c) mettre au point des méthodes de traitement après-récolte;
 - (d) mettre au point des méthodes de commercialisation.
194. **Recherche/technologie:** La recherche devrait porter sur les domaines suivants:
- (a) mise au point de pratiques d'aménagement durable pour les espèces sous-utilisées ayant une importance pour l'alimentation et l'agriculture et leurs ressources génétiques;
 - (b) mise au point de méthodes de traitement après-récolte et autres pour améliorer les possibilités de commercialisation.
195. **Coordination/administration:** Les réseaux régionaux et les programmes nationaux, en collaboration avec les centres internationaux de recherche agricole, les ONG et les autres organisations compétentes, devraient faire régulièrement le point sur l'état des espèces sous-utilisées dans leur région, afin de:
- (a) déterminer les possibilités d'accroissement de l'utilisation durable;
 - (b) définir les besoins communs de recherche et de développement;
 - (c) faciliter et, le cas échéant, coordonner les demandes d'assistance technique et financière appropriée.
196. **Cette activité est étroitement associée aux activités suivantes:**
- Le soutien à la gestion et à l'amélioration à la ferme des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
 - La promotion de la conservation *in situ* des espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées et des plantes sauvages pour la production alimentaire
 - La recherche de nouveaux marchés pour les variétés locales et les produits à forte diversité
 - La sensibilisation du public à l'utilité de la conservation et de l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture



13. Soutenir la production et la distribution de semences

197. **Evaluation:** Il est de l'intérêt des agriculteurs de disposer d'une grande variété de semences et d'autre matériel de plantation. Plusieurs contraintes peuvent les amener à en manquer: a) mauvaises récoltes, installations de stockage à la ferme inappropriées, moyens insuffisants pour multiplier les semences de qualité et b) mauvais systèmes de distribution des semences. Ces problèmes peuvent concerner les semences locales et les variétés de production commerciale. Les entreprises semi-publiques et commerciales de distribution de semences ont parfois du mal à fournir des variétés spécifiquement adaptées aux conditions locales particulières. Souvent, elles ne peuvent offrir toutes les variétés, ou les semences de plantes cultivées dites "mineures", dont vivent de nombreux agriculteurs, en raison des coûts de transaction élevés et du faible pouvoir d'achat des paysans. Il faut donc renforcer la capacité locale de production et de distribution de semences de nombreuses variétés de plantes cultivées, notamment certaines variétés locales/variétés des agriculteurs, qui sont utiles compte tenu de la diversité et de l'évolution des systèmes agricoles.

198. **Objectifs à long terme:** Améliorer la disponibilité de semences de qualité d'une plus vaste gamme de plantes.

199. Contribuer à assurer une agrobiodiversité et une productivité maximales.

200. **Objectifs intermédiaires:** Améliorer la complémentarité des entreprises publiques (ou semi-publiques), commerciales et artisanales d'amélioration génétique des plantes et de production et de distribution de semences.

201. Concevoir et développer des mécanismes viables de production et de distribution de semences au niveau local pour les variétés et les plantes cultivées importantes pour les petits agriculteurs.

202. Contribuer à offrir aux agriculteurs de nouvelles variétés de plantes cultivées. Rendre également disponible du matériel adapté stocké *ex situ* en vue de sa multiplication et de sa distribution aux agriculteurs.

203. **Politique/stratégie:** Les gouvernements et les systèmes nationaux de recherche agricole sous réserve; le cas échéant, des lois et réglementations nationales, avec l'appui des centres internationaux de recherche agricole, des programmes de coopération régionale et des ONG, et en tenant compte de l'opinion du secteur privé et des organisations et des collectivités d'agriculteurs, devraient:

- (a) concevoir des politiques appropriées concernant les entreprises publiques, commerciales et informelles de production et de distribution de semences pour centrer les activités des programmes bénéficiant du soutien du gouvernement sur les variétés nécessaires aux agriculteurs pauvres en veillant, plus particulièrement, le cas échéant, aux besoins des agricultrices. Il faudrait parallèlement encourager le secteur privé à répondre aux besoins des agriculteurs commerciaux travaillant sur une plus grande échelle. Il ne faudrait pas négliger une éventuelle contribution du gouvernement pour les plantes cultivées importantes ou secondaires qui ne sont pas suffisamment prises en charge par le secteur privé;
- (b) assurer et favoriser le cas échéant la mise en place d'un environnement propice à l'établissement de petites entreprises de production de semences, s'il n'existe pas encore, notamment par le biais de mesures d'incitation appropriées;
- (c) renforcer les liens entre les banques de gènes, les organisations d'amélioration génétique des plantes, les producteurs de semences et les petites entreprises de production et de distribution de semences;



- (d) envisager des programmes de contrôle de la qualité des semences, en particulier ceux qui répondent aux besoins des petites entreprises;
- (e) envisager des mesures législatives qui permettent la distribution et la commercialisation des variétés locales/variétés d'agriculteurs et des variétés obsolètes, si elles répondent aux mêmes critères de distribution et de commercialisation en ce qui concerne les maladies, les ravageurs, la santé et l'environnement que les autres variétés conventionnelles ou homologuées. Ces mesures devraient répondre aux normes de qualité applicables à la distribution et à la commercialisation des semences, conformément à la législation nationale ou aux accords régionaux pertinents selon le cas.

204. **Capacité:** Les gouvernements sous réserve, le cas échéant, des lois, réglementations et politiques nationales, et conjointement avec les agences d'aide internationale, les ONG et les entreprises de production de semences existantes, devraient:

- (a) encourager les entreprises de production de semences existantes à améliorer la gamme et la qualité des matériaux de plantation qu'elles offrent;
- (b) fournir des incitations appropriées, des plans de crédit, etc., pour faciliter la création d'entreprises de production de semences, en veillant, selon que nécessaire dans chaque pays, aux besoins des petits agriculteurs, des femmes et des groupes vulnérables ou marginalisés;
- (c) soutenir et promouvoir les organisations d'agriculteurs pour qu'elles puissent exprimer plus efficacement leurs besoins en matière de semences, en veillant tout particulièrement aux besoins des femmes et des groupes vulnérables ou marginalisés;
- (d) dispenser une formation et fournir un soutien infrastructurel aux agriculteurs en matière de technologie des semences, pour améliorer la qualité physique et génétique des semences conservées par les agriculteurs.

205. **Recherche/technologie:** Les gouvernements devraient:

- (a) évaluer les mesures incitatives et dissuasives ainsi que les besoins en matière de soutien des entreprises de production et de distribution de semences, y compris les activités artisanales, au niveau des agriculteurs;
- (b) concevoir des méthodes permettant de soutenir la distribution artisanale de semences au niveau des agriculteurs, en se basant sur l'expérience des entreprises communautaires et artisanales qui opèrent déjà dans certains pays.

206. **Coordination/administration:** Les gouvernements devraient surveiller régulièrement la capacité des agriculteurs de se procurer des semences.

207. Il faudrait étudier les possibilités d'intégrer ces activités aux projets de développement agricole en collaboration, notamment, avec la FAO, le PNUD, la Banque mondiale et le FIDA.

14. Rechercher de nouveaux marchés pour les variétés locales et les produits "à forte diversité"

208. **Evaluation:** De plus en plus, la diversité est remplacée par l'uniformité dans les marchés agricoles. L'évolution des plantes cultivées traditionnelles et des préférences des consommateurs explique en partie ce phénomène. La concentration sur la productivité, les effets de la publicité et le développement des marchés de consommation mondiaux conduisant à imposer des conditions rigoureuses aux agriculteurs, ainsi que les effets



dissuasifs non prévus des législations, des politiques, des programmes et d'autres activités institutionnelles, sont autant d'explications supplémentaires. Dans le monde entier, les agriculteurs perdent les fortes incitations qu'ils avaient autrefois à produire toute une gamme de variétés. Dans les pays développés et dans les pays en développement, on pourrait offrir des incitations économiques et sociales aux agriculteurs pour qu'ils continuent à cultiver des variétés locales distinctes et à produire des denrées agricoles "à forte diversité".

209. Un programme d'aide à la création de marchés spécialisés pour les plantes cultivées vivrières offrant une diversité biologique pourrait être un moyen d'inciter les agriculteurs à cultiver les variétés locales/variétés des agriculteurs, les variétés obsolètes et d'autres plantes cultivées vivrières sous-exploitées. Un tel programme devrait inclure l'identification et la suppression des obstacles traditionnels systémiques et des incitations négatives à la conservation et à la production/commercialisation de la biodiversité.

210. **Objectifs à long terme:** Stimuler la demande et des mécanismes commerciaux plus fiables pour les variétés des agriculteurs et les produits agricoles connexes.

211. **Objectifs intermédiaires:** Encourager les fournisseurs de denrées agricoles, l'industrie agro-alimentaire, les distributeurs de produits alimentaires et les détaillants à soutenir la création de nouveaux marchés pour des denrées, des variétés et des produits diversifiés.

212. **Politique/stratégie:** Les gouvernements devraient envisager, et le cas échéant, adopter des politiques en matière de vulgarisation, formation, établissement des prix, distribution d'intrants, développement de l'infrastructure, système de crédit et de taxation, qui servent d'incitation à la diversification des plantes cultivées et à la création de marchés pour les plantes cultivées vivrières à diversité biologique, y compris des normes pour l'étiquetage des aliments qui mettent en lumière l'utilisation de variétés de plantes cultivées non standard. Il faudrait veiller à mettre au point des systèmes d'enregistrement appropriés permettant et encourageant la perpétuation, l'essai, l'évaluation et la distribution commerciale de variétés locales, obsolètes et à surveiller les règlements promulgués à d'autres fins, afin de s'assurer qu'ils ne conduisent pas par inadvertance à l'extinction de variétés.

213. En fonction des besoins et des possibilités, les institutions devraient être encouragées à acheter des aliments "à forte diversité" pour leur usage interne.

214. **Capacité:** Il faudrait identifier les processus et les activités qui ont ou risquent d'avoir une incidence négative importante sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et en suivre les effets sur la diversification des plantes cultivées.

215. Les organismes compétents, y compris les ONG, devraient sensibiliser le public en utilisant les médias et des dispositifs appropriés, comme les foires de plein air, les manifestations scolaires, etc.

216. **Coordination/administration:** La coordination et l'administration nationales et locales devraient être plus efficaces.

217. **Cette activité est étroitement liée aux activités suivantes:**

- Soutien à la gestion et à l'amélioration à la ferme des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- Sensibilisation du public à l'utilité de la conservation et de l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture



(Les pages blanches sont déjà incluses lorsque cela est nécessaire,
a fin que la pagination corresponde à la version imprimée).



Renforcement des institutions et des capacités

15. Mettre en place des programmes nationaux efficaces
16. Promouvoir la création de réseaux sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
17. Mettre en place des systèmes d'information intégrés sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
18. Mettre en place des systèmes de surveillance et d'alerte rapide concernant les pertes de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
19. Étendre et améliorer l'enseignement et la formation
20. Sensibiliser le public à l'utilité de la conservation et de l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

15. Mettre en place des programmes nationaux efficaces

218. **Evaluation:** Les programmes nationaux sont à la fois le fondement des efforts régionaux et mondiaux en matière de ressources phytogénétiques et un moyen de promotion de la coopération internationale en matière d'accès aux ressources phytogénétiques et de partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation. Les programmes nationaux efficaces assurent la liaison entre les activités nationales, régionales et mondiales. Bon nombre de programmes nationaux actuels souffrent d'une mauvaise planification et d'une gestion laissant à désirer, aggravées par une pénurie de ressources et par le cloisonnement des activités connexes.

219. Beaucoup des pays qui n'ont pas de solides programmes nationaux ni d'installations appropriées de stockage de longue durée sont ceux qui ont les problèmes les plus urgents de sécurité alimentaire. Ce sont souvent aussi des pays qui ont des ressources phytogénétiques riches et variables dans les champs des agriculteurs et dans la nature. En outre, la capacité souvent limitée des programmes nationaux, notamment dans les pays en développement, en matière d'évaluation, d'utilisation et de mise à jour des technologies pour la conservation, la caractérisation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture est en grande partie responsable de la gestion inefficace des collections et limite les possibilités d'élargissement de leur utilisation.

220. Les activités en matière de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture font intervenir les institutions et sociétés publiques et privées, les organisations non gouvernementales, les communautés et les particuliers des secteurs agricole, de l'environnement et du développement. Le regroupement des activités existantes concernant les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le cadre d'un programme national unifié permet de renforcer ces efforts variés au sein d'un pays.

221. Les collections *ex situ* nationales font partie intégrante des programmes nationaux sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Les banques de gènes ne devraient pas être considérées comme des dépôts fermés, mais comme des centres



dynamiques. L'intégration de la conservation, de la caractérisation, de l'évaluation, de l'information et de l'utilisation contribuera à valoriser les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. En mettant trop l'accent sur les installations de conservation des banques de gènes centralisées, on risque de détourner l'attention de l'utilisation et d'entraîner un certain isolement des banques de gènes, qui ne rendraient plus alors aux pays les services dont elles sont capables. Si, dans les pays en développement, la conservation et la sélection végétale sont généralement assurées par des institutions publiques, les liens pratiques et institutionnels entre ces deux activités sont souvent insuffisants, et les objectifs ne sont pas toujours clairement formulés. L'absence de planification générale orientée sur des objectifs précis s'oppose à l'utilisation rationnelle des ressources disponibles et se traduit par des inefficacités, des avantages réduits et des occasions perdues.

222. **Objectifs à long terme:** Identifier et satisfaire les besoins nationaux par le biais d'approches rationnelles, durables, efficaces et équitables de la conservation et de l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans l'intérêt des générations présentes et futures.

223. Veiller à ce qu'une capacité nationale suffisante participe aux efforts mondiaux de conservation et d'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, et de partage des avantages découlant de leur utilisation.

224. **Objectifs intermédiaires:** Accorder une priorité élevée à la mise en place des principaux éléments de programmes nationaux intégrés: un statut national reconnu, une politique appropriée et des cadres institutionnels, et notamment des mécanismes de coordination de la planification et de l'action, ainsi qu'une stratégie de programme, en bénéficiant d'une aide à cet effet. Là où nécessaire, améliorer les installations de conservation au niveau national ou régional.

225. Améliorer les liens institutionnels et sectoriels et renforcer l'intégration des efforts des institutions et communautés.

226. Renforcer les capacités nationales dans les domaines technique, de la gestion et des politiques.

227. **Politique/stratégie:** Les programmes nationaux devraient être dotés d'un statut officiellement reconnu. Il faudrait tenir compte des valeurs écologiques, économiques, sociales et esthétiques des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans les plans et politiques nationaux et pour l'établissement des priorités et le déploiement de ressources financières et autres, y compris d'incitations financières visant à retenir le personnel qualifié. Des crédits devraient être spécifiquement alloués aux programmes "ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture" lors de l'établissement des budgets des gouvernements nationaux.

228. Un engagement national à financer durablement les programmes et projets nationaux est indispensable. Toutefois, un appui régional ou international doit venir compléter les efforts intérieurs.

229. Les programmes nationaux devraient se doter de la capacité d'évaluation et d'identification des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture nécessaire pour satisfaire les besoins nationaux en matière de conservation et de mise en valeur et s'acquitter des obligations internationales correspondantes et devraient comporter des politiques de soutien en matière de conservation et d'utilisation des ressources



phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et d'accès à celles-ci. Les programmes nationaux devraient mettre à disposition, selon que nécessaire, la plus large collection représentative possible de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, pour répondre aux besoins des agriculteurs et pour l'amélioration des variétés locales. Les gouvernements, en coopération avec les institutions nationales, régionales et internationales, devraient suivre la mise au point de nouvelles technologies utiles pour la conservation, la caractérisation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. En outre, les gouvernements devraient établir des règlements phytosanitaires concernant l'importation et l'exportation de matériels phytogénétiques, qui offrent une protection suffisante sans restreindre indûment les transferts appropriés de matériels.

230. Compte tenu du degré d'élaboration et de complexité des efforts institutionnels en cours, un programme national devrait encourager ou prévoir une coordination entre toutes les institutions et organisations compétentes du pays et assurer une liaison entre les activités nationales, régionales et internationales. Les stratégies nationales intégrées et globales ne portent pas seulement sur les opérations des banques de gènes. Elles devraient concerner aussi la conservation, la mise en valeur et l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et les liens entre ces domaines. Dans la plupart des pays, la mise en place de comités nationaux à composition large sera un moyen important d'organiser et de coordonner les efforts.

231. La structure et l'organisation précises du programme national dépendront de l'infrastructure et des capacités du pays; les décisions de principe détermineront la stratégie du programme et ses modalités de fonctionnement, en particulier au point de vue de la collaboration internationale. Dans les pays où les capacités sont limitées, la stratégie peut comprendre l'utilisation des moyens matériels et des compétences techniques d'autres programmes nationaux ou d'institutions internationales.

232. Les programmes en place devraient envisager d'instaurer un partenariat plus actif avec les entreprises du secteur privé, les organisations non gouvernementales, les communautés rurales et les populations autochtones. Des liens intersectoriels devraient être noués avec des instances qui s'occupent de la planification nationale et d'autres programmes concernant l'agriculture, la réforme agraire et la protection de l'environnement.

233. Il faudrait promouvoir, le cas échéant, l'établissement de liens institutionnels entre les institutions nationales et les organismes spécialisés dans le transfert de technologies, afin d'aider les institutions nationales à négocier l'acquisition de technologies pour la conservation, la caractérisation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et le traitement des données y relatives, dans des conditions équitables et favorables, voire à des conditions préférentielles, telles que mutuellement convenues par toutes les parties à la transaction. Dans le cas de technologies soumises à brevets et autres droits de propriété intellectuelle, l'accès aux technologies et le transfert de celles-ci devraient être prévus dans des conditions telles que la protection appropriée et effective des droits de propriété intellectuelle soit reconnue et respectée.

234. **Capacité:** Le cas échéant, une aide devrait être fournie sur demande afin de favoriser une planification nationale suivie et la fixation des priorités. Un rang de priorité élevé devrait être accordé à l'évaluation et à l'amélioration des pratiques de gestion dans des centres tels que les banques de gènes et les stations de recherche.

235. On trouvera dans les recommandations correspondant à d'autres activités d'autres mesures à prendre pour mettre au point des programmes nationaux efficaces.



236. Les activités de recherche des programmes nationaux se concentrent principalement sur la recherche scientifique et technique décrite dans les autres domaines d'activités. Il faut également mener des recherches sur les missions et la gestion des programmes nationaux consacrés aux ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, notamment examiner les cadres institutionnels, et évaluer les besoins d'utilisation et l'efficacité des solutions de remplacement, la gestion bases de données et la rentabilité des différentes approches en matière de conservation.

237. Certaines questions de politiques, juridiques et d'institutions se posent toujours plus aux programmes nationaux, notamment la propriété, les droits de propriété intellectuelle, l'échange, le transfert et le commerce des ressources phylogénétiques. Une coordination est nécessaire pour fournir aux programmes nationaux des informations sur ces questions et pour évaluer l'incidence de l'évolution de la situation internationale dans ces domaines sur la conservation et l'échange des ressources phylogénétiques, ainsi que pour intégrer les progrès de la recherche, le cas échéant, dans les systèmes et les usages nationaux.

238. **Coordination/administration:** Mettre en place des mécanismes de coordination au sein des pays afin d'assurer le déploiement le plus efficace des ressources financières et autres par ordre de priorité. Les gouvernements devraient réexaminer périodiquement leurs politiques afin d'évaluer leur efficacité. Une action coordonnée et correspondant à un ordre de priorité au niveau national devrait être complétée par un système international également coordonné et établi en fonction de priorités. Une collaboration internationale est nécessaire dans un monde où les pays sont interdépendants et où ils souhaitent mettre en place des moyens pratiques, rationnels et économiques de conserver et de mieux utiliser les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, d'encourager l'accès à celles-ci et de partager les avantages qui en découlent.

239. Les réseaux et organismes internationaux s'occupant des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (notamment, la Commission des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture de la FAO, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, le PNUE, le PNUD, l'UNESCO et la CDD) constituent des mécanismes utiles permettant aux pays de coordonner leurs activités et de convenir, le cas échéant, de politiques communes.

240. **Cette activité est étroitement liée à:**

- Toutes les autres activités

16. Promouvoir la création de réseaux sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

241. **Evaluation:** Les réseaux sont d'importants centres d'échanges scientifiques, de partage d'informations, de transfert de technologies, de collaboration en matière de recherche et d'identification et de partage des responsabilités pour des activités telles que la collecte, la conservation, la distribution, l'évaluation et l'amélioration génétiques. En créant des liens entre les instances qui s'occupent de la conservation, de la gestion, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, les réseaux peuvent promouvoir des échanges de matériel à des conditions convenues d'un commun accord et améliorer l'utilisation du matériel génétique. Ils peuvent aussi aider à fixer des priorités d'action, élaborer des politiques et faciliter la communication à diverses institutions et organisations de points de vue régionaux ou propres à telle ou telle plante cultivée.

242. A l'heure actuelle, un certain nombre de réseaux régionaux et par plantes cultivées sont actifs. Quelques-uns, notamment par les réseaux par plante cultivée, ne sont pas



pleinement fonctionnels. Ils ont besoin d'être renforcés. Un certain nombre de nouveaux réseaux doivent être organisés de manière à garantir que toutes les régions bénéficient de l'existence de réseaux actifs pour des plantes cultivées/plantes ayant une importance pour la région. La participation de pays ayant une capacité nationale limitée en matière de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (en particulier nombre de pays parmi les moins avancés et de petits Etats insulaires) est particulièrement importante, dans la mesure où elle leur donne accès à l'information, à la technologie et au matériel.

243. **Objectifs à long terme:** Veiller à ce que tous les pays soient desservis par des réseaux régionaux et internationaux actifs et un complément approprié de réseaux par plante cultivée ou par thème, ou de réseaux *in situ*.

244. Accorder un rang de priorité élevé à la promotion des échanges et de la coopération scientifiques, et encourager la coordination, la planification et l'établissement de priorités au plan régional, de manière à éviter les chevauchements, à renforcer et rendre plus efficaces les activités actuelles concernant les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, et à minimiser les coûts de la conservation et de l'utilisation.

245. Favoriser la fixation d'objectifs et de priorités régionaux et leur mise en oeuvre par le biais des institutions nationales et régionales existantes.

246. Favoriser la prise en compte d'approches écorégionales intégrées de la conservation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et des espèces sauvages apparentées.

247. **Objectifs intermédiaires:** Renforcer les réseaux existants, qu'ils soient régionaux, par plante cultivée ou par thème.

248. Mettre en place des réseaux régionaux actifs dans les domaines non encore couverts: mettre en place ou renforcer 5 à 15 réseaux internationaux portant sur des plantes cultivées et thématiques, y compris des réseaux *in situ*, avec un maximum de partenaires, ouverts à tous les pays.

249. Favoriser et promouvoir la participation des pays à ces réseaux.

250. **Politique/stratégie:** Les gouvernements devraient se fixer pour politique d'appuyer la participation active des institutions publiques et privées aux réseaux régionaux par plante cultivée et par thème. Les coûts de ces réseaux devraient être pris en charge par les membres du réseau en fonction de leurs moyens. Cette participation devrait être considérée comme fructueuse pour le pays et comme un moyen de réunir les efforts des pays confrontés à des problèmes similaires et de favoriser le partage des avantages avec d'autres pays. Les contributions tant en espèces qu'en nature des gouvernements aux réseaux devraient être considérées comme une façon de s'acquitter de ces obligations et de contribuer à la mise en oeuvre du Plan d'action mondial. Les pays devraient avoir un droit de regard suffisant sur les activités effectuées sous l'égide des réseaux.

251. Les gouvernements, les instituts nationaux de recherche, les centres internationaux de recherche agricole, notamment l'IPGRI et/ou les organisations scientifiques s'intéressant à une plante cultivée particulière peuvent convoquer des réseaux existants et/ou nouveaux portant sur des plantes cultivées ou thématiques, et/ou faciliter leur travail. Les réseaux peuvent donner des orientations, selon les besoins, aux centres internationaux et institutions régionales de recherche agronomique et participer aux efforts régionaux, de manière à améliorer les communications et à renforcer les responsabilités et les synergies.



252. Les réseaux devraient identifier les possibilités de collaboration avec des organisations non gouvernementales et mettre au point des actions concrètes, notamment dans les domaines de la formation, de l'accès au matériel reproductif, de la coordination des initiatives locales, de l'information et de la sensibilisation du public.

253. **Capacité:** La constitution de réseaux exige non seulement des compétences techniques, mais encore des capacités considérables de communication et d'organisation. Il s'agit surtout d'organiser, de coordonner et d'animer les activités. Des ressources devraient être affectées aux activités suivantes: planification; communication, y compris les voyages; réunions; publications des réseaux (bulletins et rapports de réunions); services fonctionnels et renforcement du réseau.

254. Pour les réseaux régionaux, priorité devrait être donnée au renforcement des réseaux existants ou à l'adhésion de pays non encore desservis par eux, et à la mise en place de nouveaux réseaux dans les régions suivantes et dans d'autres régions, lorsque cela s'avère nécessaire:

- (a) Pacifique
- (b) Caraïbes
- (c) Etats de la CEI d'Asie centrale
- (d) Afrique de l'Ouest et Afrique centrale
- (e) Afrique de l'Est
- (f) Iles de l'océan Indien
- (g) Mer Noire ou Caucase

et d'autres régions si nécessaire.

255. **Recherche/technologie:** Les réseaux permettent de concrétiser la recherche en coopération dans les domaines prioritaires convenus d'un commun accord. Selon les possibilités, la recherche, la formation et le transfert de technologies devraient être planifiés et/ou mis en oeuvre en collaboration avec les réseaux.

256. **Coordination/administration:** Des ressources devraient être mobilisées pour continuer à desservir les réseaux existants selon leurs besoins et à organiser et favoriser la constitution de nouveaux réseaux régionaux et par plante cultivée.

257. **Cette activité est étroitement liée à:**

- Toutes les autres activités

17. Mettre en place des systèmes d'information intégrés sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

258. **Evaluation:** Une bonne partie des ressources phylogénétiques du monde disponibles pour l'alimentation et l'agriculture étant insuffisamment et/ou mal décrites, les connaissances actuelles ne permettent pas d'assurer leur conservation et leur exploitation ni l'accès à ces ressources dans des conditions optimales. La description des plantes sauvages apparentées aux plantes cultivées *in situ* et des ressources génétiques sur l'exploitation laisse particulièrement à désirer. Dans les collections *ex situ*, les éléments d'identification essentiels, tels que le numéro des entrées et la désignation taxonomique; la provenance et les conditions de prélèvement du matériel; la description des principaux caractères morphologiques et agronomiques; les résultats d'essais de viabilité en cours; les cycles de régénération; les endroits dans lesquels le matériel a



été distribué; et les informations ethnobotaniques pertinentes, ainsi que les connaissances des agriculteurs et des populations autochtones, ont été conservés pour le matériel stocké. Sans un personnel suffisamment formé, une infrastructure appropriée ou des ressources durables pour gérer les données relatives aux ressources génétiques, une banque de gènes ou un programme *in situ* ne peuvent pas conserver de manière complète ses ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture ou en promouvoir l'utilisation pleine et entière. Cette situation est aggravée par le fait qu'aux plans national et institutionnel les activités de gestion des données et de documentation se voient souvent attribuer un rang de priorité trop faible dans l'allocation des crédits. Présentées sous la forme appropriée, les données peuvent être utilisées non seulement pour favoriser les efforts de conservation, mais aussi pour conférer une "valeur ajoutée" aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

259. Jusqu'ici, les programmes de développement agricole n'avaient pas de liaison importante avec le développement en matière d'infrastructure de communication et d'utilisation et de gestion de l'information. Les technologies de l'information évoluant rapidement, le développement pourrait être accéléré si l'on assurait un accès durable à la communication et à l'information. L'absence d'accès isole les particuliers et les instituts et les empêche de faire partie d'un cadre visible dont leur travail pourrait faire partie intégrante.

260. **Objectifs à long terme:** Donner davantage accès aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et améliorer la gestion et l'utilisation de celles-ci grâce à la réunion, à l'échange et à la fourniture d'informations utiles.

261. Mettre en place un réseau d'échange de données fiables et précises sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture grâce à l'amélioration des connaissances techniques et des infrastructures aux niveaux mondial, régional, national et institutionnel.

262. Aider les pays à réunir et à mieux gérer les informations dont ils disposent et leur faciliter l'accès aux données détenues par des instances mondiales et internationales.

263. **Objectifs intermédiaires:** Réunir les données et les renseignements disponibles sous une forme exploitable en utilisant des méthodologies, bases de données et protocoles efficaces.

264. Mettre en place des réseaux régionaux et par plante cultivée de gestion et d'échange de données entre les banques de gènes et d'autres partenaires des programmes RPG afin de favoriser la fourniture de systèmes documentaires et la formation du personnel.

265. Elaborer des stratégies relatives aux systèmes de données et de documentation avec et pour les banques de gènes et d'autres partenaires des programmes RPG et les programmes de sélection et mettre en place, dans la mesure du possible, des systèmes de gestion des bases de données des banques de gènes dans les banques de gènes appropriées.

266. Appuyer l'accès des banques de gènes et d'autres partenaires des programmes RPG et des programmes de sélection à l'infrastructure internationale de communication électronique.

267. **Politique/stratégie:** Un rang de priorité élevé devrait être donné à tous les niveaux à l'élaboration, à la dotation en personnel et à la maintenance de systèmes de documentation et d'information utiles et d'emploi aisé.

268. Il conviendrait de mettre au point des systèmes de documentation, d'information et de diffusion d'un bon rapport coût-efficacité et faciles d'accès afin de faciliter le transfert de technologies.

269. L'information sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture sera acquise et diffusée conformément à l'article 8 j) de la Convention sur la diversité biologique.



270. **Capacité:** Une aide à la planification devrait être fournie aux programmes nationaux afin de favoriser l'élaboration de stratégies rationnelles et compatibles de gestion de l'information. Ces stratégies ne seraient pas forcément électroniques ou informatiques, mais l'informatisation et les liaisons avec d'autres institutions et programmes par le biais d'Internet devraient faire partie des objectifs à plus ou moins long terme d'un grand nombre de centres.
271. Les données et informations existantes devraient être réunies, converties en un format exploitable et d'accès aisé et vérifiées. Ce matériel figure souvent dans des banques de gènes et des stations de recherche, dans des carnets et rapports de chercheurs, ou dans des systèmes obsolètes, inaccessibles.
272. L'accès des programmes nationaux aux informations scientifiques, de recherche et bibliographiques essentielles devrait être favorisé.
273. Les banques de gènes doivent avoir suffisamment de personnel pour gérer l'information et la rendre facilement et largement accessible aux utilisateurs compte tenu des objectifs nationaux. L'enseignement et la formation en matière de gestion des données et de communications électroniques devraient être assurés dans les banques de gènes, l'accent étant mis sur la gestion et l'analyse des données, les corrélations et l'échange de données. Ces activités (y compris la formation du personnel) devraient être appuyées selon les besoins et les possibilités, compte tenu de la nécessité de rationaliser les efforts en matière de ressources génétiques aux plans mondial et régional.
274. Des manuels d'auto-apprentissage appropriés devraient être élaborés selon les besoins. Un appui technique permanent devrait être fourni afin d'améliorer la gestion des données et de l'information et de permettre l'adoption de nouvelles technologies appropriées.
275. **Recherche/technologie:** La recherche dans les domaines suivants devrait être appuyée:
- (a) mise au point de méthodologies et de technologies appropriées et peu coûteuses pour la compilation et l'échange de données;
 - (b) élaboration de méthodes permettant, le cas échéant, d'adapter ces technologies aux besoins locaux;
 - (c) conception de moyens visant à favoriser l'accès et l'utilisation des données par des moyens électroniques et par le biais d'Internet;
 - (d) mise au point de moyens et de méthodologies facilitant l'accès des non-spécialistes, notamment des ONG et des organisations d'agriculteurs et de populations autochtones, aux informations utiles.
276. **Coordination/administration:** La coordination et la collaboration devraient être renforcées dans le contexte du Système mondial d'information et d'alerte rapide actuellement élaboré par la FAO, et s'inspirer de l'expertise disponible dans les programmes nationaux, ainsi que de l'initiative SINGER du GCRAI, des travaux de documentation réalisés régionalement par l'IPGRI, du Système d'information géographique du PNUE, du Système d'information sur la biosphère de l'UNESCO et du travail actuellement entrepris au titre de la Convention sur la diversité biologique. Cette coordination devrait également permettre d'associer les réseaux régionaux et spécialisés par plantes et d'autres utilisateurs et conservateurs de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, notamment le secteur privé et d'autres ONG, en qualité de participants actifs et de partenaires.
277. Une évaluation, une supervision, une planification et une coordination mondiales et régionales sont nécessaires pour améliorer la rentabilité et l'efficacité.



278. **Cette activité est étroitement liée à:**

- Toutes les autres activités

18. Mettre en place des systèmes de surveillance et d'alerte rapide concernant les pertes de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

279. **Evaluation:** L'érosion des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture peut se produire dans les collections *ex situ*, dans les champs des agriculteurs et dans la nature. Le premier type d'érosion dépend de la qualité du matériel initial conservé et des conditions dans lesquelles ce matériel est entretenu et multiplié. La perte des plantes sauvages apparentées peut survenir par suite de la perte ou de la perturbation de l'habitat ou de catastrophes naturelles. La perte de ressources génétiques dans les plantes se produit essentiellement lors de l'introduction de nouvelles plantes cultivées ou de nouvelles variétés de plantes cultivées, qui aboutissent à l'abandon des variétés traditionnelles, en l'absence de mesures de conservation appropriées.

280. Divers facteurs, d'origine soit naturelle, soit humaine, notamment l'expansion urbaine, la modernisation de l'agriculture, les troubles civils et les guerres, peuvent menacer les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. De ce fait, plusieurs pays n'ont pas été en mesure de présenter de rapports nationaux ou de participer au processus préparatoire de la Conférence technique internationale. Bien que ces phénomènes soient lourds de conséquences, il n'existe aucun mécanisme officiel permettant de suivre ces situations, de réunir des informations et de prendre les mesures qui s'imposent.

281. **Objectifs à long terme:** Limiter le plus possible l'érosion génétique et son incidence sur l'agriculture durable en suivant les éléments clés de la conservation des ressources génétiques et les diverses causes de l'érosion génétique, et en réunissant des informations permettant de prendre des mesures correctives ou préventives.

282. **Objectifs intermédiaires:** Déterminer les causes fondamentales de l'érosion génétique. Encourager la surveillance aux niveaux national, régional et mondial. Mettre en place des mécanismes permettant de transmettre ces informations à des points appropriés désignés pour l'analyse, la coordination et l'action.

283. **Politique/stratégie:** Conformément au Programme "Action 21", les gouvernements devraient examiner périodiquement la situation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et faire rapport à ce sujet. Les gouvernements devraient désigner/confirmer un point focal chargé de transmettre ces informations à la FAO, à la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et à d'autres instances compétentes.

284. Les informations issues d'évaluations et d'études d'impact sur l'environnement des grands projets de mise en valeur qui peuvent avoir une incidence importante sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture devraient être mises à la disposition des autorités nationales compétentes.

285. **Capacité:** Le personnel du programme national et les agents qui collaborent localement avec lui devraient recevoir une brève formation aux méthodes de rassemblement et d'interprétation des informations sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et sur les diverses menaces qui pèsent sur ces ressources.



286. Etant donné l'importance de la surveillance et de l'alerte rapide mondiales de la perte de ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, il faudrait évaluer l'efficacité, l'intérêt et la valeur du Système FAO d'information et d'alerte rapide dans le monde (SIAM). Le SIAM devrait être amélioré compte tenu des résultats de cet examen.

287. **Recherche/technologie:** Rechercher pour déterminer les causes fondamentales et la dynamique de l'érosion génétique. La recherche portant sur l'amélioration des méthodes de recensement des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture sera aussi utile aux systèmes d'alerte rapide.

288. Des experts techniques et des représentants de programmes nationaux, du PNUE, du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, du GCRAI, de l'UICN, des ONG et du secteur privé devraient être invités par la FAO à participer et à contribuer aux débats sur la mise au point d'un système d'alerte rapide.

289. Il faudrait évaluer l'utilité à cette fin des technologies de télédétection.

290. **Coordination/administration:** Le SIAM devrait collaborer étroitement avec les points focaux nationaux, les coordonnateurs nationaux, les réseaux régionaux et par plante cultivée, les centres internationaux de recherche agronomique, le PNUE, le Bureau du coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et d'autres organisations compétentes.

291. Les gouvernements et les organismes d'aide devraient assurer la communication et la coopération entre les programmes consacrés aux ressources phylogénétiques – les programmes de développement – et les organisations et institutions telles que la Banque mondiale, la FAO, le PNUD, le PNUE, l'UNESCO, le FIDA et le GCRAI.

292. **Cette activité est étroitement liée aux activités suivantes:**

- Recensement et inventaire des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- Appui à la collecte planifiée et ciblée de ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- Mise en place de systèmes d'information intégrés sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

19. Etendre et améliorer l'enseignement et la formation

293. **Evaluation:** On reconnaît généralement que la formation joue un grand rôle dans l'amélioration durable de la conservation et de l'utilisation des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. En cette période d'incertitude financière pour de nombreux programmes, les crédits alloués à la formation sont particulièrement maigres. Les gouvernements ne veillent pas toujours à ce que ceux qui ont reçu ce type de formation soient utilisés et rémunérés de façon appropriée.

294. Dans nombre de pays en développement, le manque de personnel formé est manifeste à presque tous les niveaux et dans toutes les spécialités scientifiques et techniques. Toutes les réunions sous-régionales organisées dans le cadre du processus préparatoire ont signalé ce phénomène. Les programmes universitaires et les cours spécialisés de brève durée organisés par diverses institutions ont généralement trop d'inscrits. Il y a une grande disparité entre les diverses régions au point de vue des possibilités d'enseignement et de formation. De surcroît, il semble que les programmes associant la formation technique à l'initiation aux nombreuses disciplines, y compris les secteurs administratif, politique et juridique, touchant les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture fassent défaut.



295. **Objectifs à long terme:** Mettre à la disposition de chaque pays, selon ses besoins et priorités, une formation à toutes les fonctions pertinentes de conservation et d'utilisation, ainsi qu'à la gestion et aux politiques.
296. **Objectifs intermédiaires:** Constituer une capacité régionale de formation supérieure et mettre en place des arrangements de collaboration active entre les institutions compétentes des pays en développement et des pays développés.
297. Préparer des cours appropriés de brève durée et des modules d'enseignement dans des matières identifiées comme prioritaires dans les régions.
298. Favoriser l'accès des pays dont la capacité nationale laisse à désirer à la formation extérieure.
299. Encourager les institutions à incorporer des aspects relatifs aux ressources phytogénétiques dans leurs cours et programmes de sciences biologiques.
300. **Politique/stratégie:** Les gouvernements devraient reconnaître le bien-fondé et l'importance de l'enseignement en matière de ressources phytogénétiques à tous les niveaux.
301. Les gouvernements et les institutions devraient s'engager à donner une formation et une spécialisation au personnel en poste.
302. **Capacité:** Dans la mesure du possible, il faudrait appuyer dans chaque région la mise en place d'institutions et/ou de programmes qui soient en mesure d'assurer un enseignement supérieur en matière de ressources phytogénétiques et de sélection végétale. Un appui devrait également être donné aux étudiants pour qu'ils obtiennent des diplômes dans ces institutions et/ou programmes. La collaboration entre les instituts universitaires des pays développés et des pays en développement, ainsi que les stages correspondants en entreprise, devraient être encouragés. Les programmes d'enseignement devraient avoir accès à Internet et pouvoir l'utiliser pour des communications professionnelles et l'obtention de données et d'informations.
303. Lors du renforcement des institutions régionales, la capacité disponible dans les pays développés devrait être utilisée et appuyée, en particulier si elle est spécialement adaptée aux besoins des pays en développement.
304. Outre les efforts actuels, il faudrait concevoir des cours de spécialisation et les organiser régulièrement pour chaque région dans un certain nombre de disciplines techniques, ainsi que dans les domaines de la gestion, des politiques et de la sensibilisation de l'opinion publique.
305. L'expertise en matière de transfert de technologies pour la conservation, la caractérisation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture devrait être renforcée, notamment dans les pays en développement. Les institutions nationales tant des pays en développement que des pays développés et les organisations internationales ont toutes un rôle important à jouer dans ce processus.
306. Il faudrait envisager de donner aux cours la forme d'un module largement applicable et utilisable dans différentes régions, tout en maintenant une approche éminemment régionale. Dans la mesure du possible, des cours devraient être donnés dans la langue la plus parlée dans la région.
307. Il faudrait donner une importance particulière à la formation sur place des femmes rurales, car celles-ci jouent un rôle important, mais qui passe parfois inaperçu, dans l'entretien et la mise en valeur des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et



l'agriculture et des connaissances et traditions correspondantes.

308. Au plan international, il faudrait renforcer la capacité d'élaboration de matériel pédagogique et d'organisation ou de coordination de cours de formation.

309. **Recherche/technologie:** Les institutions devraient s'efforcer d'assurer la liaison entre la formation et les recherches en cours.

310. **Coordination/administration:** Des cours de formation devraient être élaborés et offerts en étroite collaboration avec les réseaux régionaux et les programmes nationaux. De surcroît, il faudrait mettre au point des programmes de formation supérieure spécialisée en coopération avec des groupements ou associations universitaires régionaux compétents.

311. **Cette activité est étroitement liée à:**

- Toutes les autres activités.

20. Sensibiliser le public à l'utilité de la conservation et de l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

312. **Evaluation:** La sensibilisation du public est l'élément clé essentiel de la mobilisation de l'opinion publique et peut seule assurer l'adoption et l'application durable de politiques appropriées dans les pays et au plan international. Le succès de tout programme de conservation repose sur sa capacité de sensibiliser les publics cibles à l'impact des activités relatives aux ressources génétiques.

313. Un programme ciblé de sensibilisation de l'opinion publique peut favoriser l'instauration de liens internationaux et de mécanismes de collaboration tels que les réseaux. Dans les pays, la sensibilisation de l'opinion publique peut favoriser les efforts visant à associer les communautés et les organisations locales et non gouvernementales aux activités nationales en matière de ressources génétiques, élargissant ainsi la base de la conservation. Des liens étroits entre les activités des organisations internationales et des programmes et organisations nationaux en matière de sensibilisation de l'opinion publique peuvent accroître l'efficacité et réduire les coûts.

314. **Objectifs finals:** Intégrer pleinement la sensibilisation de l'opinion publique dans toutes les activités des programmes locaux, nationaux, régionaux et internationaux.

315. **Objectifs intermédiaires:** Appuyer, en particulier dans les pays en développement, les mécanismes de coordination des activités de sensibilisation de l'opinion publique à tous les niveaux.

316. **Politique/stratégie:** Les politiques et la planification nationales devraient reconnaître le rôle que la sensibilisation de l'opinion publique peut jouer dans la mise en place d'une base solide pour la conservation et l'utilisation durables des ressources génétiques. La sensibilisation de l'opinion publique doit être prise en compte dans la mise au point de toutes les activités des programmes nationaux.



317. Les stratégies nationales devraient identifier les objectifs et stratégies de sensibilisation de l'opinion publique, définir les publics visés, les partenaires et les outils de mobilisation de l'opinion. Les gouvernements devraient reconnaître et encourager les activités des ONG en matière de sensibilisation de l'opinion publique.

318. Il faudrait faire une place suffisante à la production de matériel de sensibilisation de l'opinion publique dans les langues appropriées afin d'en favoriser une large utilisation dans les pays.

319. **Capacité:** Les programmes consacrés aux ressources génétiques devraient, s'il y a lieu, avoir un point focal chargé de la mobilisation de l'opinion. Cependant, les agents s'occupant des ressources génétiques doivent être à même d'insérer les objectifs et activités du programme dans le contexte plus large de l'agriculture et du développement durables. Ils doivent pouvoir transmettre ce message à toutes les parties prenantes en utilisant les outils fournis par les spécialistes en matière de mobilisation de l'opinion.

320. Les programmes consacrés aux ressources phytogénétiques devraient prévoir de s'assurer le concours de personnalités influentes afin d'avoir davantage accès aux médias et d'attirer davantage l'attention.

321. Les programmes nationaux consacrés aux ressources génétiques devraient utiliser les outils et techniques de sensibilisation de l'opinion publique mis au point aux niveaux régional et international pour en tirer profit pour leurs propres efforts d'information. Il peut être nécessaire d'adapter ces outils – et les messages qu'ils véhiculent – aux priorités et aux situations nationales. Cependant, il est probable que bon nombre de messages régionaux et mondiaux s'avéreront utiles pour appuyer les stratégies et activités nationales de sensibilisation de l'opinion publique. Cela réduira sensiblement les coûts pour le programme national.

322. La prise de conscience de la valeur des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et du rôle des chercheurs, sélectionneurs, agriculteurs et communautés dans leur entretien et leur amélioration devrait être favorisée dans les écoles à tous les niveaux, ainsi que dans les instituts spécialisés dans la recherche agronomique.

323. **Recherche/technologie:** Avant de lancer les grandes initiatives de sensibilisation du public, il faudrait étudier ou prendre en compte les besoins d'information des publics visés. À l'échelon international, il faudrait effectuer des recherches sur l'opportunité d'utiliser les nouvelles techniques d'information pour assurer la sensibilisation nécessaire de l'opinion publique.

324. **Coordination/administration:** Un certain degré de coordination et d'animation est nécessaire à l'échelon international pour rationaliser les activités de sensibilisation de l'opinion publique et leur conférer un bon rapport coût/efficacité. Les programmes nationaux et autres peuvent utiliser le matériel mis au point à l'échelon international, par exemple par l'intermédiaire des agents de la FAO, du PNUE, du système du GCRAI, et des ONG, ainsi que du secteur privé chargés de la sensibilisation du public. Les liaisons entre les organisations internationales et les ONG favoriseront la mise en commun des messages et l'identification des possibilités d'activités communes.

325. **Cette activité est étroitement liée à:**

- Toutes les autres activités



(Les pages blanches sont déjà incluses lorsque cela est nécessaire,
a fin que la pagination corresponde à la version imprimée).



Mise en oeuvre et financement du plan d'action mondial*

1. La Conférence a reconnu que le Plan d'action mondial était un élément important du Système mondial sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et pouvait contribuer de manière essentielle à faciliter la mise en oeuvre d'Action 21 et de la Convention sur la diversité biologique.
2. Les processus de suivi exigent une action à l'échelle locale, nationale, régionale et internationale et devraient impliquer toutes les parties qui ont été associées à la préparation de la Conférence technique internationale sur les ressources phylogénétiques, à savoir: les gouvernements nationaux, les autorités locales et régionales, les organisations régionales et internationales, tant intergouvernementales que non gouvernementales, la communauté scientifique, le secteur privé, les communautés locales et les agriculteurs, ainsi que d'autres producteurs agricoles et leurs associations. La mise en oeuvre du Plan d'action mondial devrait faire partie intégrante du Système mondial pour la conservation et l'utilisation des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et être en harmonie avec la Convention sur la diversité biologique.
3. Afin de mobiliser une participation et un soutien aussi vastes que possible à l'exécution du Plan d'action mondial, il faudrait communiquer les conclusions de la Conférence de Leipzig aux principales instances et aux principaux organismes internationaux, régionaux et nationaux s'occupant d'alimentation, d'agriculture et de biodiversité et, en particulier, à la Conférence de la FAO, à la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et à la Commission du développement durable (Nations Unies), ainsi qu'aux organes directeurs du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du Fonds pour la protection de l'environnement, du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds international de développement agricole, de la Banque mondiale, du Fonds commun pour les produits de base, des banques régionales de développement et du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, dont les membres devraient être invités à promouvoir la mise en oeuvre du Plan d'action mondial et, le cas échéant, à y participer. Ces conclusions devraient aussi être communiquées au Sommet mondial de l'alimentation, qui se tiendra à Rome en novembre 1996.
4. Les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan d'action mondial et des processus de suivi qui y sont associés seront supervisés et guidés par les gouvernements et les autres membres de la FAO, par l'intermédiaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Afin de s'acquitter de cette fonction, la Commission pourrait élaborer un programme échelonné comportant une estimation appropriée des coûts, ainsi qu'une procédure d'examen du Plan mondial. Un tel examen porterait sur les progrès accomplis à l'échelle nationale, régionale et internationale dans l'exécution, l'élaboration et, au besoin, l'ajustement du Plan, qui deviendrait ainsi un plan "à évolution continue", conformément à la recommandation d'Action 21. Un premier examen devrait être effectué avant quatre ans.

*Extrait du rapport de la Conférence technique internationale sur les ressources phylogénétiques, par. 18–28. En outre, la Conférence a pris note de l'estimation faite par le Secrétariat de la FAO des coûts afférents à la mise en oeuvre du Plan d'action mondial et de son identification des sources existantes de financement, ainsi que des nouvelles sources possibles de financement. Etant donné que la Conférence a apporté des changements à de nombreuses activités prioritaires, elle a demandé au Secrétariat d'affiner son estimation des coûts. (Extrait du rapport, par. 17).



5. A cette fin, la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture devrait définir les modalités de présentation des rapports intérimaires adressés par toutes les parties intéressées et fixer des critères et des indicateurs pour l'évaluation des progrès. Sur la base des résultats obtenus, il faudrait porter les conclusions de la Commission à l'attention des gouvernements et des institutions internationales concernés afin de combler les lacunes, de remédier aux déséquilibres ou au manque de coordination et d'envisager de nouvelles initiatives ou activités. Les conclusions de la Commission qui ont des incidences majeures en matière de politique générale devraient également être portées à l'attention du Conseil et de la Conférence de la FAO, comme cela était déjà le cas pour l'organisme précédent (Commission des ressources phytogénétiques), ainsi qu'à l'attention de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et/ou de la Commission du développement durable, pour action, approbation ou information, selon le cas.
6. La Conférence a reconnu que la mise en oeuvre du Plan d'action mondial nécessitait des ressources financières et que son exécution intégrale entraînerait un accroissement considérable des activités en cours. La Conférence a admis que le Plan d'action mondial devrait être appliqué de façon progressive et qu'il faudrait donc mobiliser des ressources financières suffisantes, qui soient à la mesure de son champ d'application. Chaque pays devrait définir ses propres priorités en accord avec celles énoncées dans le Plan d'action mondial et compte tenu de ses besoins de développement dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture.
7. La Conférence a reconnu qu'à l'heure actuelle, des montants importants mais imprécis étaient affectés aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture par les gouvernements et d'autres sources nationales de financement, ainsi que par des organisations multilatérales et des sources bilatérales et régionales.
8. Reconnaisant l'importance des contributions nationales, qu'elles proviennent du secteur public ou du secteur privé, la Conférence a vivement recommandé que chaque pays fasse son possible pour accorder, dans la mesure de ses moyens, un soutien financier et des incitations à ses activités nationales destinées à atteindre les objectifs du Plan d'action mondial, conformément à ses plans, priorités et programmes nationaux.
9. La Conférence a réaffirmé qu'il faudrait renforcer la coopération internationale en faveur de la conservation et de l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, en vue notamment de soutenir et de compléter les efforts déployés par les pays en développement et les pays à économie de transition.
10. La Conférence a réaffirmé les engagements de fonds nouveaux ou supplémentaires pris dans le cadre d'Action 21 de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et par les Parties à la Convention sur la diversité biologique. Au titre de ces engagements, des fonds devraient être mis à disposition pour financer la mise en oeuvre, par les pays en développement et les pays à économie de transition, du Plan d'action mondial. Ces fonds devraient provenir des pays développés et/ou d'autres sources et devraient, dans la mesure du possible, faciliter la mobilisation d'autres sources et mécanismes de financement, ainsi qu'aider les pays à mettre en oeuvre le Plan d'action mondial. Il faudrait aussi s'efforcer dans la mesure du possible de rechercher des sources de financement nouvelles, supplémentaires et novatrices à l'intérieur du processus de mise en oeuvre du Plan d'action mondial.
11. L'analyse des renseignements concernant les activités relatives aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde et par le biais de toutes les



sources de financement devrait être élargie sous les auspices de la Commission sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Cette tâche devrait permettre d'utiliser les fonds de façon plus rationnelle et aiderait les organisations nationales, multilatérales, régionales et bilatérales à élaborer des programmes efficaces. Il devrait s'agir d'un processus continu de suivi, qui ne devrait pas être considéré comme une condition préalable au financement. Les principales institutions multilatérales et bilatérales de financement et de développement devraient également être invitées à envisager les moyens permettant d'appuyer la mise en oeuvre du Plan d'action mondial. Au cours de ce processus, une coopération étroite devrait être établie avec la Convention sur la diversité biologique.